PNDP

Les Echos du PNDP

N°025 # 3ème Trimestre 2020

The National Community-Driven Development Program's Bilingual Quarterly Magazine

www.pndp.org

Archive image of a visit to a refugee camp in eastern Cameroon by a UNHCR team at the height of the humanitarian emergency in 2015.

IDA 18

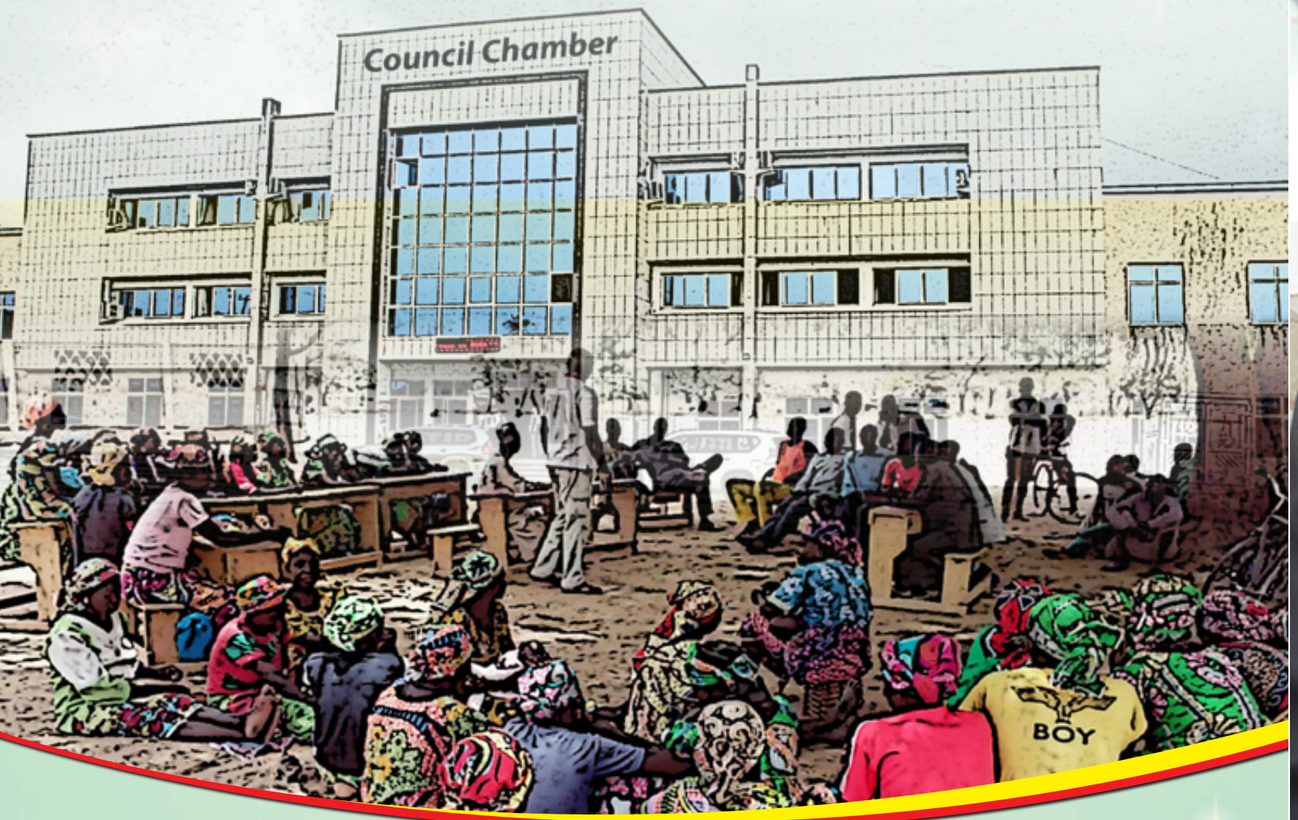
Let's go !

Since August 2020, teams comprised of the PNDP, PFS, PAREC, and PRPSS have been effective and active in the East, Adamawa, North and Far-North Regions with the assistance of UNHCR. The ambition of the Intergrated Approach is to provide concrete answers to the problems arising from the economic and social pressure exerted on resources (health, school, infrastructure, ect.) by the presence of the refugees, whose problems also affect host communities. Read page 19 to 32.

PNDP

National Community Driven Development Program

I am involved in the development of my municipality



- By participating in the activities of the council ;
- By taking part in village development meetings ;
- By taking part in community work ;
- By paying taxes ;
- By following up the accountability of municipal councillors and the Mayor.

CNC, Pont Dragages, Entrée UNESCO & PNUD
P.O. Box : 660 Yaounde-Cameroon • Tel. +237 222 213 664 • Fax: +237 222 213 663
Email : pndp@pndp.org • Website : www.pndp.org

WORLD BANK GROUP · AFD Agence Française de Développement · Cameroun Contrat désendettement & développement France · MINEPAT

"J'invite particulièrement tous les responsables politiques, tous les hommes de religion, tous les leaders d'opinion, tous les responsables d'associations, tous les chefs traditionnels et tous les corps constitués à continuer à s'investir pleinement dans ce combat contre le Covid-19. Bien entendu, tout ceci dans le cadre fixé par le Gouvernement et dans le respect des lois et règlements de la République ".

Extrait du message du chef de l'Etat à la nation, le 19 mai 2020.

S.E.M. Paul BIYA
Président de la République du Cameroun

Joseph Dion Ngute
Premier Ministre, Chef du Gouvernement

Alamine Ousmane Mey
Ministre de l'Economie, de la Planification
et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT)

Paul Tasong
Ministre Délégué auprès du MINEPAT
chargé de la Planification

Jean Tchoffo
Secrétaire Général du MINEPAT

LES ECHOS DU PNDP

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
Marie Madeleine Nga

RÉDACTEUR-EN-CHEF
Jacques Messi
jmbala@pndp.org

COMITÉ ÉDITORIAL
Alphonse Boyogueno, Georges Nkami, Isaac Ekeme, Emmanuel Elimbi, Charles Boube, Frédéric Bandon, Peter Elangwe.

EQUIPE DE RÉDACTION
Sylvestre Chegue, Paul Charlot Elomo, Pierre Legrand Nka, Yvette Bikélé Mbassi, Charles Joël Tsiri, Stéphane Mbappou, Ludovic Amara, Michele Arielle Egbe

ADAMAOUA
Nana Maadjou,
Bernard Oumarou Sali

CENTRE
Rostand Embolo, Willy Azebaze

Est
Claudine Ashetkuemun,
Elysée Olinga Ateba

EXTRÊME-NORD
Antoine Degem,
Delor Mbang Atangana

LITTORAL
Bruno Daniel Nkandjo, Babouma Ngo Baya Sophie, Rita Diba.

NORD
Makongo,
Casimir Tekela

NORD-OUEST
René Bertrand Nguoko,
Christopher Jator

OUEST
Boniface Megouo, Dupleix Sakam,
Eric Vincent Fomo

SUD
Florent Hugues Bessala,
Elisabeth Nzuno

SUD-OUEST
Alexandre Atangana,
Kunyui Ngonmenyui

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION
Ludovic Amara

TRADUCTION
Tietse, Michele Arielle Egbe

MAQUETTE & MISE EN PAGE
Lordric Kako

IMPRESSION
Sopecam

TIRAGE
5000 exemplaires

ABONNEMENTS
lesechos@pndp.org

CELLULE NATIONALE DE COORDINATION
BP 660 Yaoundé-Cameroun
Email : pndp@pndp.org
Site web : www.pndp.org
Tél.: +237 222 213 664
Fax: +237 222 213 663

SOMMAIRE

ACTUALITÉS

08 JADDL
Le PNDP présente le chemin parcouru
09

ESPACE MINEPAT

10 Promotion du bilinguisme
La touche particulière du MINEPAT
11 PIB
La nouvelle Ambassadrice chez le MINEPAT

Extrême-Nord
Les acteurs du RESILAC font le point

PARTENAIRES EN BREF

12 Banque mondiale
70 milliards de Fcfa pour l'Education
15 C2D capitales régionales
La ville de Bertoua se modernise

Coopération
Les producteurs mieux lotis

Union européenne
9 milliards de Fcfa pour les personnes vulnérables

FOCUS

16 Finances publiques
A l'école des bons comptes
17 Comptes de gestion
Les fruits du coaching

DOSSIER

19 **FCFA 65 millions for four institutions**
32 **Mode of operation of the Integrated Approach**

Adamaoua
Quatre communes sous guichet

Est
Dix communes concernées

Nord
La Commune de Touboro seule

NOUVELLES DES RÉGIONS

33 South west
Construction projects, Installation of street lights in Mbengwi
44 **Oeust: des pistes agricoles réhabilitées à Magba**

Guichet Réfugiés IDA 18

Du développement d'urgence au développement durable

Par ***Marie Madeleine Nga***

Approche intégrée : nouveau concept révélateur d'une nouvelle démarche, celle qui vise à fédérer les actions de quatre projets autour d'un objectif général commun. Ainsi, le Programme d'Appui à la Réforme de l'Education au Cameroun (PAREC), le Projet de Renforcement de la Performance du Système de Santé (PRFSS), le Projet Filets Sociaux (PFS) et le Programme National de Développement Participatif (PNDP), interviennent conjointement dans plusieurs communes du pays dans le cadre du financement additionnel IDA 18 de la Banque mondiale, dédié au Guichet Réfugiés, visant à appuyer les pays qui accueillent un nombre important de réfugiés. Il s'agit d'un mécanisme de financement destiné à adresser les problèmes nés de la pression économique et sociale exercée sur les ressources par la présence des réfugiés, lesquels problèmes affectent également les communautés d'accueil. Le Cameroun a été le premier pays bénéficiaire de ce financement pour un montant total de 274 millions de dollars US dont 130 millions de don et 144 millions de crédit à un taux concessionnel, au profit de ces quatre projets.

Ledit mécanisme de financement est alors orienté vers la couverture des besoins des populations réfugiées et hôtes des communes des quatre régions cibles de l'Adamaoua, de l'Est, de l'Extrême-Nord et du Nord. En se fondant sur les données statistiques fournies par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), vingt-et-une communes ont été retenues, sur la base de critères spécifiques, à savoir l'effectif des réfugiés dans la commune (supérieur ou égal à 1 500) et la proportion que représente cet effectif par rapport à celui global de la population de la commune (au moins 3%). Toutefois, il a été retenu le principe d'une actualisation annuelle de la liste des communes d'intervention, tenant compte des flux migratoires des populations de réfugiés.

> ***« Alors que l'urgence commande en général de parer aux besoins les plus pressants des réfugiés sans intégrer le souci de la pérennité des actions réalisées, l'approche intégrée se veut une réponse aux problèmes identifiés, inscrite dans une perspective durable, dans l'optique d'appuyer les communes d'accueil en vue de maintenir la pression sur les ressources à des niveaux acceptables, à travers singulièrement l'augmentation de l'offre en services socio-économique de base. »***

Officiellement lancée le 19 novembre 2019 au niveau national par monsieur le ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT), l'approche intégrée a connu un lancement régional dans la période allant du 31 août au 05 septembre 2020, à travers des ateliers placés sous la présidence des quatre gouverneurs des régions concernées et tenus dans le strict respect des mesures barrières prescrites par le gouvernement, Covid-19 oblige. Ces ateliers ont été l'occasion d'imprégner les maires des 21 communes cibles sur le mode opératoire de l'approche intégrée. Cette approche novatrice adoptée par le gouvernement consistera notamment pour les quatre projets retenus à : apporter un appui concerté et coordonné aux communes et aux populations hôtes pour réduire la pression liée à la présence des réfugiés ; densifier et rationnaliser les interventions en faveur des populations hôtes et des réfugiés et, à expérimenter un nouveau modèle d'intervention dans le territoire communal. C'est dire si tout l'enjeu pour les projets réside dans la capacité à : assurer la mise en place d'une approche communautaire conjointe à travers la mise en synergie des comités et ressources humaines de chaque projet au niveau local ; mettre un accent transversal sur les questions liées à la petite enfance, au genre notamment les Violences Basées sur le Genre (VBG), et à la gestion des plaintes que pourraient générer les interventions conjointes ; faciliter un suivi d'ensemble des activités se fondant sur des indicateurs communs et enfin, à élaborer un mécanisme de coordination efficace suivant les différents niveaux de mise en œuvre des activités (national, régional et local).

Dans le cadre de l'approche intégrée, les quatre projets vont mener leurs actions à deux, à trois ou tous les quatre, dans les mêmes communes et communautés, afin de satisfaire les besoins prioritaires des populations hôtes et réfugiées et d'améliorer leur bien-être. Il convient de relever le caractère pertinent de cette approche, particulièrement lié à la difficulté pour un pays hôte d'évaluer la durée possible de la présence de réfugiés sur son territoire. Alors que l'urgence commande en général de parer aux besoins les plus pressants des réfugiés sans intégrer le souci de la pérennité des actions réalisées, l'approche intégrée se veut une réponse aux problèmes identifiés, inscrite dans une perspective durable, dans l'optique d'appuyer les communes d'accueil en vue de maintenir la pression sur les ressources à des niveaux acceptables, à travers singulièrement l'augmentation de l'offre en services socio-économiques de base. C'est dans ce sens que les interventions entendent s'appuyer sur les documents de planification existants (Plans Communaux de développement des communes cibles et/ou Plans de soutien), afin d'identifier annuellement, les projets éligibles au financement IDA 18 et assurer ainsi la prestation d'un ensemble de services intégrés (éducation, santé, infrastructures de base, résilience économique et sociale, etc.) au bénéfice des communautés hôtes et des réfugiés dans les communes retenues.

Afin d'assurer la cohérence dans leur synergie d'actions, les quatre projets, ont élaboré, avec l'appui du MINEPAT et de la Banque mondiale, un Manuel Commun de Procédures qui guidera les interventions de l'approche intégrée. C'est à ce titre qu'il s'agit singulièrement pour le Projet Filets sociaux, d'assurer des transferts monétaires réguliers en faveur des ménages réfugiés bénéficiaires. Le Projet Education s'assure de la scolarisation des enfants réfugiés et des populations hôtes à travers la fourniture des services d'éducation (kits et manuels scolaires, enseignants, etc.). Le Projet Santé facilite la fourniture des services clés en termes de santé maternelle et infantile aux populations à travers un mécanisme dit de « financement basé sur la performance », destiné aux formations sanitaires. Le PNDP quant à lui sera impliqué dans la prise en compte des besoins des réfugiés dans les Plans Communaux de Développement et dans la réalisation d'infrastructures et autres projets issus des PCD, en faveur des populations réfugiées et hôtes.

Afin de fluidifier la coordination globale des interventions, les quatre projets ont mis en place une plateforme nationale de concertation qui les regroupe, et qui permet d'appuyer le mécanisme de coordination placé sous la coordination globale du MINEPAT, se fondant sur un Comité de Coordination et un Secrétariat Technique. Cette plateforme se réunit suivant une périodicité mensuelle, avec une présidence tournante des quatre projets, et permet d'assurer un suivi de proximité de la mise en œuvre des activités sur le terrain.

Nul doute que la quinzaine d'années d'accompagnement des communes à la maîtrise d'ouvrage par le PNDP, lui a permis de suffisamment rôder ses mécanismes d'intervention, et de se doter d'outils appropriés pour l'aider à jouer sa partition de manière efficace, dans le cadre de l'approche intégrée. Fort des lauriers obtenus dans le passé, nous entendons maintenir le cap toujours dans la quête de la performance pour nos communes et leurs communautés hôtes et réfugiés ; ceci, en vue de contribuer à faire de cette approche originale une réussite, celle de l'intégration.

Ne convient-il d'ailleurs pas de relever que cette approche symbolise à juste titre au niveau territorial, la volonté ferme et affichée de Monsieur le président de la République, Son Excellence Paul Biya, de contribuer à la réalisation efficace de l'intégration aux échelles nationale, régionale, continentale et même internationale ? La réussite de l'approche intégrée IDA 18 sera, s'il en était besoin, une démonstration tangible de sa profonde pertinence.

Integrated approach: a new concept revealing a new approach, one that aims to federate the reactions of four projects around a common general objective. Thus, the Cameroon Education Reform Support Programme (PAREC), the Health System Performance Reinforcement Project (PRFSS), the Social Networking Project (PFS) and the National Community Driven Development Programme (PNDP), are jointly intervening in several municipalities in the country within the framework of the World Bank's IDA 18 additional funding, dedicated to the Refugee Window, which aims to support countries hosting a large number of refugees. This is a funding mechanism designed to address problems arising from the economic and social pressure on resources as a result of the presence of refugees, which also affect host communities. Cameroon was the first country to benefit from this funding for a total amount of US$274 million, of which US$130 million was issued in the form of a grant and US$144 million in the form of a credit at a concessional rate, for the benefit of these four projects.

The said funding mechanism is therefore oriented towards covering the needs of the refugee and host populations of the municipalities of the four target regions which are Adamawa Region, East Region, Far North Region and North Region. On the basis of statistical data provided by the United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), twenty-one municipalities were selected on the basis of specific criteria, such as the number of refugees in the municipality (greater than or equal to 1,500) and the proportion of this number of refugees in relation to the overall population of the municipality (at least 3%). However, the list of target municipalities is updated annually, taking into account the migratory flows of refugee populations.

The integrated approach was officially launched on 19 November 2019 at the national level by the Minister of Economy, Planning and Regional Development (MINEPAT). Subsequently, it was launched at the regional level from 31 August to 5 September 2020 through workshops presided over by the four governors of the regions concerned and this was done in strict compliance with the COVID-19 barrier measures prescribed by the Government. These workshops were an opportunity to imbue the mayors of the 21 target municipalities with the modus operandi of the integrated approach.

IDA Refugee Window 18

From emergency development to sustainable development

By Marie Madeleine Nga

More precisely, this innovative approach adopted by the Government for the four projects selected will consist of: providing concerted and coordinated support to the municipalities and host populations to reduce the pressure linked to the presence of refugees; densifying and rationalising interventions in favour of host populations and refugees and, experimenting with a new model of intervention in the target municipalities. In other words, what is at stake for the projects is the capacity to: ensure the implementation of a joint community approach through the synergy of committees and human resources of each project at the local level; lay a transversal emphasis on issues related to early childhood, gender, particularly Gender-Based Violence (GBV), and the management of complaints that could be generated by joint interventions; facilitate an overall monitoring of activities based on common indicators and, finally, develop an effective coordination mechanism according to the different levels of implementation of activities (national, regional and local).

In accordance with the integrated approach, the four projects will carry out their actions in two, three or all four of them, in the same municipalities and communities, in order to meet the priority needs of the host and refugee populations and to improve their well-being. The relevance of this approach, particularly in view of the difficulty for a host country to assess the possible duration of the presence of refugees on its territory, should be noted. While emergency situations generally require that the most pressing needs of refugees be met without taking into account the need to ensure the sustainability of the actions carried out, the integrated approach is a response to the problems identified, in a sustainable perspective, with a view to supporting the host municipalities in order to maintain pressure on resources at acceptable levels, particularly by increasing the supply of basic socioeconomic services. It is in this regard that the interventions intend to build on existing planning documents (Municipal Development Plans of the target municipalities and/or Support Plans), in order to identify annually, the projects that are eligible for IDA 18 funding and thus ensure the provision of a set of integrated services (education, health, basic infrastructure, economic and social resilience, etc.) for the benefit of the host communities and refugees in the selected municipalities.

In order to ensure coherence in their synergy of actions, the four projects, with the support of MINEPAT and the World Bank, have drawn up a Joint Manual of Procedures that will guide the interventions of the integrated approach. It is for this reason that the Social Networking Project is particularly concerned with ensuring regular cash transfers to beneficiary refugee households. The Education Project ensures the schooling of refugee children and host populations through the provision of education services (school kits and textbooks, teachers, etc.). The Health Project facilitates the provision of key services in terms of maternal and child health to the population through a mechanism called "performance-based funding" for health facilities. As for the PNDP, it will be involved in taking into account the needs of refugees in the Municipal Development Plans and in the implementation of infrastructure and other projects resulting from the Municipal Development Plans, in favour of the refugee and host populations.

In order to facilitate the overall coordination of interventions, the four projects have set up a national consultation platform that brings them together and supports the coordination mechanism placed under the overall coordination of MINEPAT, based on a Coordination Committee and a Technical Secretariat. This platform meets on a monthly basis, with a rotating presidency of the four projects, and makes it possible to ensure close monitoring of the implementation of activities in the field.

There is no doubt that the fifteen or so years of support provided by the PNDP to the municipalities for project ownership has enabled it to develop its intervention mechanisms and to acquire the appropriate tools to help it play its part effectively, within the framework of the integrated approach. Based on the laurels obtained in the past, we intend to maintain the standards in the quest for performance for our municipalities and their host and refugee communities, with a view to contributing to the success of this integrated approach, which is very original.

Moreover, should it not be pointed out that this approach rightly symbolises, at the territorial level, the firm will of the President of the Republic, His Excellency Paul BIYA, to contribute to the effective achievement of integration at the national, regional, continental and even international levels? The success of the IDA 18 integrated approach will be, if need be, a tangible demonstration of its deep appositeness. ◻

Journée Africaine de la Décentralisation (JADDL)

Le PNDP présente le chemin parcouru

En prélude à la célébration de la 9e édition de la JADDL, le Programme a tenu à vulgariser ses actions à travers un déjeuner de presse couplé à une descente sur le terrain, les 6, 7 et 8 août 2020.

Au cours des échanges empreints de convivialité, les hommes de médias ont appris des missions et réalisations du Programme national de développement participatif (PNDP) et surtout assouvi leur curiosité en posant un maximum de questions aux responsables de la structure créée en 2004.

Parmi les professionnels des médias présents, on retrouvait les membres du Club des Journalistes politiques du Cameroun. Les invités du jour ont été édifiés sur la démarche participante du PNDP, la mise en oeuvre des solutions endogènes, la gestion financière et comptable des communes, pour ne citer que ces points là.

Cette étape a constitué l'entrée en matière d'une descente sur le terrain dans le département du Nyong-et-So'o, région du Centre. Les journalistes y ont pris la mesure de l'apport du PNDP dans la vie des communautés locales, notamment le soutien de la structure à la radio communautaire « Femmes de Mbalmayo», la construction des hangars du « marché Japon» ou encore l'accompagnement des populations du village Akomnyada II où les habitants sont désormais engagés dans la recherche des solutions adaptées à leurs problèmes.

Solutions endogènes

C'est une population en liesse qui a accueilli la délégation composée du maire de la Commune de Mbalmayo,

les responsables du PNDP et des journalistes ce 7 août. Une fois le décor planté par le maire, Dieudonné Zang Mba Obele, le président du Comité de concertation du village, créé en 2017, a pris la parole. Lorsqu'il commence à présenter les membres qui constituent le Comité, des chuchotements se font entendre dans la foule. C'est que la constitution du comité est calquée sur le modèle du gouvernement du pays. En effet, on a des « ministres » de la Sécurité, de la Santé, etc.

C'est le travail du comité, en concertation avec d'autres populations, qui a valu à Akomnyada II le premier prix du Guichet performance des communautés instituées par le PNDP. D'une valeur de 500 000 FCFA, ce prix récompense, entre autres, la capacité des populations des zones rurales à trouver des solutions endogènes à leurs problèmes.

50 millions FCFA

L'engagement citoyen des habitants de ce village s'illustre par l'installation des plaques solaires pour pallier le manque d'énergie électrique, le comité a par ailleurs institué le jeudi comme journée visant à l'entretien des routes, pistes agricoles et autres ouvrages hydrauliques. Pour lutter notamment contre les maladies hydriques, l'entretien des points d'eau est une affaire de tous dans la localité.

En plus de cela, la Commune de Mbalmayo a bénéficié du financement de ses projets par le PNDP, sans apport, pour une valeur de 50 millions FCFA. La descente sur le terrain s'est achevée le samedi 8 août 2020 avec la visite du site touristique d'Ebogo, dans la commune de Mengueme. ◻

Réactions

«Les rencontres de ce genre devraient se multiplier »

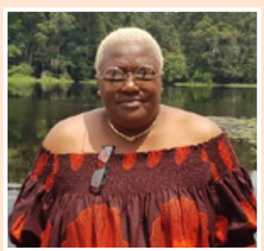
Franck Foute, *Correspondant Jeune Afrique - Cameroun*

Le déjeuner de presse, nous a permis d'échanger sans filtre avec le top management du PNDP. C'était l'occasion idoine de faire remonter les questions liées à la décentralisation que se posent les citoyens, et d'avoir des réponses claires et précises. La visite de presse faite dans la ville de Mbalmayo qui a suivi les 7 et 8 août 2020, a renforcé les acquis de ce déjeuner de presse, car nous avons enfin eu la possibilité d'apprécier la matérialisation de la décentralisation telle qu'elle se passe à l'intérieur du pays. Une grande aubaine pour nous journalistes, de capter les méandres de la décentralisation du Cameroun.

« Merci au PNDP pour cet accueil chaleureux »

Rodrigue Tongue, *Club des journalistes politiques du Cameroun*

Le PNDP nous a déroulé le tapis rouge au cours de ce déjeuner de presse, nous avons été à l'honneur. Au nom des membres de l'association dont je suis le président, je tiens à remercier madame le Coordonnateur national et l'ensemble de ses collaborateurs. Dans l'atteinte de notre mission d'information du public, nous avons eu de la matière nous permettant désormais d'aborder les questions liées à la décentralisation et au développement local dans notre pays, avec plus de profondeur.



« C'était une excellente initiative du PNDP »

Marie Françoise Ewolo, *Grand Reporter à la CRTV*

Cette rencontre a permis aux participants d'en savoir davantage sur cet organisme dont l'importance doit être maîtrisée par la presse en général. Le PNDP a un rôle central dans le dispositif mis en place et une constante mise au point est toujours nécessaire pour que la presse soit davantage édifiée. Avec la descente à Mbalmayo, on a pu joindre l'utile à l'agréable. Et découvrir les réalisations du PNDP où son soutien aux structures dans cette localité a permis aux journalistes présents de prendre la pleine mesure du rôle central de cet organisme.

Promotion du Bilinguisme

La touche particulière du MINEPAT

La Commission nationale pour la Promotion du Bilinguisme est allée jauger l'implémentation des deux langues officielles au sein de ce ministère.

Les échanges du 25 août 2020 à Yaoundé, avec les responsables des cinq structures concernées du ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT) ont permis à l'équipe conduite par M. Ngwane George Esambe, de se faire une idée précise du niveau d'implémentation du français et de l'anglais. Il s'agit de la Direction des affaires générales, des services de l'accueil, de la cellule de la communication, la cellule de la traduction, et la Division des affaires juridiques. Les efforts actuellement déployés en interne concernent la rédaction des documents administratifs. Les personnels sont notés dans les offres de formation en anglais et en français mais de nombreux défis demeurent. La Commission a informé ses interlocuteurs de la mise en œuvre d'un

concept intitulé « Café linguistique », ou « Language brunch ». C'est un concept impulsé par le ministre pour encourager le personnel de son département ministériel à s'exprimer dans les deux langues officielles. C'est un cadre d'apprentissage convivial, qui réunit tous les vendredis les personnels du ministère, quel que soit leur niveau de responsabilité. Lors des travaux de restitution, la Commission a suggéré l'amélioration des offres de formation, l'augmentation du personnel d'expression anglaise dans certaines structures, la rédaction systématique des articles et autres documents destinés au public dans les deux langues officielles. Ce à quoi le ministre Alamine Ousmane Mey a ajouté une invite à ses collaborateurs à saisir les opportunités du moment, pour atteindre des résultats de qualité. ◻

Budget d'investissement public

Des performances encourageantes du premier semestre 2020

Le Comité national de suivi a observé une légère baisse de l'exécution à mi-parcours de l'exercice 2020, le 20 août dernier à Yaoundé.

Le taux de réalisation physique d'exécution de l'investissement public affiche de 40,62%, une performance en légère baisse de 1,32 point en glissement annuel, par rapport à la même période en 2019 (42,27%). Selon l'Honorable Rosette Ayayi Moutymbo, présidente du Comité national de suivi de l'exécution physico-financière de l'Investissement public et présidente de la Commission des Finances et du Budget à l'Assemblée nationale, avec la survenue du Covid-19, l'on se serait attendu à une situation plus alarmante.

Notons que cette performance est le résultat de la mise en œuvre, par le gouvernement, de la stratégie visant l'optimisation de l'exécution du Budget d'investissement public (BIP) depuis l'exercice 2016. A travers notamment la contraction des délais de démarrage de l'exécution du budget ; l'appropriation optimale des procédures par tous les acteurs, et le renforcement de l'accompagnement de toutes les parties prenantes.

La présidente du Comité a néanmoins relevé *« le cas exceptionnel de la Région du Centre dont le taux d'exécution physique passe de 19,62 % à la même période en 2019 à 7,77 % à mi-parcours de l'exercice 2020 ».*

Certaines difficultés étaient liées à la contractualisation des projets avec l'appropriation insuffisante des procédures y relatives par les responsables des exécutifs communaux et la maturation insuffisante de quelques projets budgétisés, d'autres avaient trait à l'exécution physico-financière des projets, en raison du retard dans le paiement des FCP, de l'abandon de certains chantiers et de la crise sécuritaire.

Pour cette raison, les différents acteurs sont appelés à travailler au renforcement des capacités des chefs des exécutifs communaux nouvellement élus dans les procédures de contractualisation et de suivi de l'exécution du BIP. ◻

Cameroun-Allemagne

La nouvelle Ambassadrice chez le MINEPAT

S.E. Dr Corinna Fricke espère relever le niveau des investissements allemands au Cameroun et améliorer les échanges entre les deux pays.

Lors de l'audience du 23 septembre 2020, l'ambassadrice de la République d'Allemagne, Son Excellence Dr Corinna Fricke, nouvellement arrivée au Cameroun, et le ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT), Alamine Ousmane Mey, ont revisité et salué la riche coopération qui existe entre Yaoundé et Berlin. C'est une coopération diversifiée et marquée par le financement de plusieurs projets et programmes de développement dans les domaines de la santé, de l'agriculture, de la gestion durable des ressources naturelles et de la gouvernance. Elle se traduit par l'assistance technique dans la mise en œuvre de la décentralisation et l'appui à la modernisation du système d'information de l'administration fiscale camerounaise.

Au cours de ces échanges, le MINEPAT et son hôte ont également convenu de la nécessité de densifier la coopération entre le Cameroun et l'Allemagne, notamment les volets économique et commercial, en relevant le niveau des investissements allemands au Cameroun et en améliorant les échanges commerciaux entre les deux pays. A cet effet, des fora et d'autres rencontres seront organisés pour permettre aux entrepreneurs des deux pays d'accorder leurs violons et de conclure éventuellement des joint-ventures. Par ailleurs, la diaspora camerounaise résidant en Allemagne est sollicitée.

Pour Alamine Ousmane Mey, cette démarche visant à renforcer le tissu industriel national en vue de l'émergence économique du pays *« pourrait créer des emplois, accroître les revenus des populations, booster les exportations et améliorer le solde de la balance commerciale »*. ◻

Extrême-Nord

Les acteurs du RESILAC font le point

Ils se sont retrouvés le 30 septembre 2020 à Yaoundé, dans le cadre de la deuxième session du Comité de pilotage.

Le Cameroun mène le peloton de la mise en œuvre du projet Redressement économique et social inclusif du lac Tchad (RESILAC), avec un niveau d'atteinte d'indicateurs de 76% contre 56% au niveau régional.

Comme l'a indiqué Charles Assamba Ongodo, président du Comité de pilotage, par ailleurs Directeur général de la Coopération et de l'Intégration régionale au ministère de l'Economie, de la Planification et l'Aménagement du Territoire (MINEPAT), l'évaluation à mi-parcours des résultats par rapport aux objectifs fixés révèle un taux de 120% de réalisation pour le pilier I relatif au renforcement du capital humain et la cohésion sociale ; un taux de 30% de réalisation s'agissant du pilier II portant sur le redressement économique durable ; et un taux de 88% de réalisation concernant le pilier III relatif au renforcement des capacités et à l'appui institutionnel. C'est une performance appréciable, à en croire le président du Comité de pilotage, au vu du contexte ambiant marqué par des crises sécuritaires et sanitaires. En rappel, le projet RESILAC a été conçu au profit des régions riveraines du Lac Tchad (Cameroun, Nigéria, Niger, Tchad) confrontées aux crises multiformes. Son objectif est de contribuer au redressement économique et au renforcement de la résilience et de la cohésion sociale des localités cibles.

Le projet étalé sur une durée de quatre ans (2018-2021) bénéficie d'un co-financement de l'Agence Française de Développement et de l'Union Européenne (35 millions d'euros) et du soutien technique d'un consortium de trois ONG internationales (CARE, Groupe URD et Action Contre la Faim) et d'autres nationales. Au Cameroun, le projet RESILAC intervient dans quatre communes de la région de l'Extrême-Nord, à savoir Mindif, Dargala, Koza et Mora. ◻

Banque mondiale

70 milliards de FCFA pour l'éducation

Le Conseil d'administration a approuvé ce crédit de l'Association internationale de développement (IDA) en faveur de l'extension de l'accès de tous à un enseignement secondaire de qualité.

Selon les explications d'Abdoulaye Seck, Directeur des opérations de la Banque mondiale pour le Cameroun, *« Il s'agit du premier Projet dédié à l'accès aux études secondaires et à l'enseignement professionnel au Cameroun, avec un accent particulier sur l'éducation des filles. Si des progrès ont été enregistrés jusque-là sur le plan de l'élargissement de l'enseignement primaire, le pays a encore du mal à assurer un enseignement de qualité et des formations adaptées aux attentes du marché, notamment dans le primaire dont la situation a été aggravée par la crise du coronavirus »*. Il était donc question de répondre aux attentes du marché en vue de l'insertion professionnelle des diplômés et leur employabilité.

Scolarisation

Le Projet de développement de l'enseignement secondaire et des qualifications va en droite ligne de la stratégie gouvernementale pour le secteur de l'éducation 2021-2030. Plus précisément, il est destiné à scolariser 300 000 élèves dans les écoles secondaires qui respectent les normes de l'apprentissage donnant la priorité aux filles des régions défavorisées. En même temps, environ 10 000 bénéficiaires (stagiaires, apprentis, travailleurs du secteur informel) pourraient acquérir des qualifications pouvant faciliter la participation de l'industrie et du secteur privé à la conception et à la délivrance des programmes de formation. ◻

Coopération Cameroun-France

L'AFD débloque plus de 18 milliards de FCFA

Les fonds serviront entre autres à la lutte contre la pandémie du Covid-19.

Plus de la moitié de ces financements octroyés dans le cadre du 3e C2D, soit 9,6 milliards de FCFA, seront affectés au Projet d'appui au développement économique et social des territoires ruraux vulnérables de la région de l'Extrême-Nord par l'approche Haute Intensité de Main-d'œuvre (HIMO). Ce Projet vise à réduire considérablement la pauvreté et la vulnérabilité des couches sociales de cette région parmi les plus pauvres du pays. Plus de six milliards de FCFA de cette enveloppe sont affectés à la lutte contre la pandémie du coronavirus déclarée dans le pays depuis le 6 mars 2020. Selon le gouvernement, les fonds débloqués permettront de renforcer la prise en charge des malades du Covid-19, notamment les cas graves internés dans les hôpitaux de référence de Yaoundé, Douala et Bafoussam ; et aussi les équipements de protection individuelle et biomédicaux. Les 2,3 milliards de FCFA restants seront affectés au Projet de construction de l'immeuble-siège du Bureau National de l'État civil (BUNEC), à Yaoundé. Le coût global de ce dernier projet est estimé à 6,3 milliards de FCFA, dont un peu plus de 4 milliards de FCFA à financer sur fonds propres par l'État du Cameroun. ◻

C2D capitales régionales

Bertoua se modernise

L'évaluation des différents chantier était au menu de la deuxième réunion du Comité de pilotage du programme dédié à cette ville, le 4 septembre 2020.

A Bertoua (région de l'Est), le Comité de pilotage du programme C2D « Capitales régionales », a évalué le niveau des travaux effectués par ce programme à l'Est. A cette occasion, Alain Gbaman, le Coordonnateur de la Cellule régionale du C2D, a affirmé dans les colonnes du quotidien Cameroon Tribune que *« le volet services urbains de proximité est exécuté à 100%. Tout ce qui a été prévu a été réalisé, notamment les latrines, les toilettes publiques, les forages dans les écoles et les candélabres solaires dans les lieux publics. Les infrastructures de voirie et de drainage sont faites à 65%, les espaces publics à 30% et les équipements marchands à environ 5% ».*

Ainsi, les travaux engagés coûteront 18,740 milliards de FCFA, sur 18,769 milliards de FCFA et une économie de 29 millions de FCFA sera dégagée pour gérer les imprévus, lors de l'exécution des activités. Aussi, après avoir affirmé que la ville de Bertoua est engagée sur la voie de la modernité, Jean-Marie Dimbele, le maire a souhaité un développement continu et équilibré, avec l'octroi de fonds additionnels pour couvrir l'ensemble des Programmes d'investissement prioritaires.

Pour Jean-Joel Kokam, représentant de l'Agence française de Développement (AFD) intervenu par visioconférence, l'avancée des travaux de ce projet dont la clôture est prévue le 31 décembre 2022, est satisfaisante. ◻

C2D en action

Des chèques services de consultation pour des **PME**

Ce sont 141 Petites et Moyennes entreprises agricoles et agroalimentaires (PMEAA) dans l'Adamaoua et 86 dans le Nord qui ont reçu des chèques services d'une valeur minimale de 200 000 FCFA/entreprise pour l'accompagnement de leurs projets. Le programme intégré de valorisation et de transformation agroalimentaire (TRANSFAGRI) soutenu par le C2D et mis en œuvre par l'APME a octroyé 28 200 000 FCFA dans l'Adamaoua et 17 200 000 FCFA dans le Nord dans l'offre de services de consultations aux entreprises. L'objectif est de sortir ces entreprises de l'informel, notamment par la formation de consultants spécialistes de l'accompagnement des jeunes entreprises et la mise à niveau de ces dernières pour une meilleure productivité. Pour ces PMEAA, cette offre annonce une nouvelle ère, celle d'une meilleure productivité par une démarche qualitative. ◻

Union Européenne

Dix milliards de FCFA du Projet ABC au profit du **bassin cotonnier**

Ce financement provient du 11e Fonds Européen de Développement (FED) et de la Coopération allemande.

Le ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT), l'ordonnateur national du Fonds Européen de Développement et l'ambassadeur chef de délégation de l'Union européenne au Cameroun, ont signé le 16 juillet 2020 uneconvention de financement d'un important projet.

Cette action de développement est cofinancée, à hauteur de 15 500 000 euros (10,177 milliards de FCFA), d'une part, par le Programme Indicatif National (PIN) du 11e Fonds Européen de Développement (FED) à raison de 9 500 000 euros (6,232 milliards de FCFA) et d'autre part par le ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ) à raison de 6 000 000 euros (3,939 milliards de FCFA).

L'objectif global du Projet ABC est d'améliorer la situation socio-économique et les revenus dans une perspective de préservation des ressources naturelles dans le bassin cotonnier du Cameroun. Il s'agit spécifiquement de renforcer l'emploi en milieu rural et la durabilité des systèmes de production au changement climatique. Les groupes cibles et les bénéficiaires directs de ce projet seront des petits producteurs à la base, des éleveurs et entrepreneurs agro-pastoraux, des transformateurs, ainsi que des prestataires de services du bassin cotonnier du Cameroun, notamment à l'Extrême-Nord, au Nord et dans l'Adamaoua. ◻

Coopération

Les producteurs mieux lotis

Des fonds C2D/ASGIRAP pour renforcer la durabilité des exploitations familiales dans le septentrion.

Le programme d'Appui à la Sécurisation et à la Gestion intégrée des Ressources agropastorales (ASGIRAP) financé par le C2D, en collaboration avec la SODECOTON, a réussi dans le septentrion camerounais l'aménagement de 21 283 hectares avec des dispositifs antiérosifs au profit de 8 418 producteurs. Il a par ailleurs permis la construction de 1 144 biefs pour la recharge de la nappe phréatique dans 240 villages. De plus, il a subventionné près de 6000 dispositifs et 2 000 matériels pour la production et le transport en champs de la fumure organique. Enfin, il a financé l'acquisition de 405 602 plants forestiers et 66 869 plants fruitiers plantés dans plus de 200 villages. Toutes ces réalisations permettent de réduire la pauvreté locale et d'améliorer la résilience des populations face aux changements climatiques et économiques. ◻

Fin de mission pour M. l'Ambassadeur

Hans-Peter Schadek dit au revoir au MINEPAT

Arrivé en fin de mission au Cameroun, l'ambassadeur chef de délégation de l'Union européenne au Cameroun a été reçu par le ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du territoire (MINEPAT). *« Je vous prie de bien vouloir trouver les mots justes pour transmettre fidèlement aux plus hautes autorités de l'Union européenne, au nom du chef de l'Etat, du gouvernement de la République et du peuple camerounais tout entier, notre profonde gratitude, pour les multiples et précieux soutiens apportés au Cameroun dans sa marche vers le développement et le progrès social »*, a déclaré le ministre Alamine Ousmane Mey. En réponse, le chef de la diplomatie européenne à Yaoundé a salué le dynamisme et la densité d'un partenariat vieux de plus de 60 ans. ◻

Union européenne

Neuf milliards de FCFA pour les besoins primaires des personnes du N-O et du S-O

La gestion de ces fonds a été confiée à 16 Projets de partenaire humanitaire, le 23 juillet 2020.

Cette aide cible les réfugiés les plus vulnérables dans le pays, les personnes déplacées et les communautés locales touchées par l'insécurité. *« Le financement de l'UE au Cameroun fait une différence dans la vie des communautés vulnérables et des nombreux réfugiés. Nous restons déterminés à poursuivre notre aide pour sauver des vies […]. Dès le début de l'année, les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest ont vu une détérioration de la situation sécuritaire. L'UE appelle à ce que les droits humains et le droit international humanitaire soient respectés par tous »*, a déclaré Janez Lenarčič, Commissaire de l'UE à la gestion des crises.

Avec ce financement, l'UE soutient 16 projets menés par les partenaires humanitaires au Cameroun pour fournir une aide d'urgence en termes de nourriture, accès à l'eau potable et l'assainissement, soins de santé primaires, et la fourniture d'abris, de moyens de subsistance, de protection et d'éducation. ◻

Comptes de gestion

Les fruits du coaching

De 10 %, à la suite de l'atelier d'encadrement des receveurs municipaux en 2019, le taux de dépôt du compte gestion a grimpé jusqu'à 46,26%.

« Une période complémentaire allant du 1er au 31 janvier de l'année suivante est accordée aux collectivités territoriales pour le règlement des opérations d'ordre à la clôture de l'exercice ». Selon les dispositions de l'article 31 alinéa 2 de la loi du 10 juillet 2009 portant régime financier ignorées depuis des années par une frange importante des communes. Ce fut le cas des Communes de Bibey, Mbandjock dans le département de la Haute-Sanaga, Dimako dans le Haut-Nyong, Yagoua dans le Mayo Danay, Melong dans le Moungo, entre 2011 et 2017.

Cette situation a changé en 2019, à la suite du premier atelier de coaching de 150 receveurs municipaux sur les règles de fond et de forme entourant la production des comptes de gestion des communes. Celles citées plus haut font parties des 173 (sur 374 réparties en 360 communes et 14 communes de ville) ayant satisfait à l'obligation du dépôt dudit compte à la Chambre des comptes de la Cour suprême. Soit un taux de dépôt de 46,26%. Pour le compte de l'exercice 2018, les receveurs municipaux les plus disciplinés se trouvent dans la région de l'Adamaoua avec 16 comptes de gestion déposés sur 22. Les plus faibles taux ont été enregistrés dans les régions du Sud (8 sur 31) et du Sud-Ouest (8 sur 33). Aussi, dans son rapport annuel 2017, la Chambre des comptes fait-elle état du défaut de production de 3 715 comptes de gestion depuis 2004. En 2019, 404 dépôts d'exercices antérieurs ont été soustraits de ce chiffre. Fort de ces

résultats encourageants, la chaîne des accompagnateurs des communes dans le cadre de la reddition des comptes envisage de doubler le score enregistré en 2019. Il est question d'opérer une progression dans la consolidation de la responsabilité des communes. ◻

Réactions

« Il y a un réel problème de formation des receveurs municipaux »

Ferdinand Ebele , *Inspecteur du Trésor - MINFI*

Il existe beaucoup de raisons expliquant l'inobservation du dépôt du compte de gestion. Il y a par exemple le manque de formation de certains qui ne sont pas comptables à la base. Aussi, le Minfi et le Minddevel sont en train de travailler pour évaluer le niveau réel ded compétences de ces receveurs municipaux. Notre objectif est d'éviter que les communes continuent à se soustraire au dépôt des comptes de gestion. Après les résultats de 2019, nous espérons atteindre les 70 à 80 % cette année avant de viser les 100 % de dépôt l'année prochaine.

« Nous les encourageons à se former »

Fany Ernestine Philomène Ngoupe, *Assistante de vérification - Chambre des comptes*

L'intérêt pour la Chambre des comptes est d'amener les communes à produire leurs comptes de gestion. On s'est rendu compte du faible taux de production dû à certaines raisons évoquées par les communes. Je peux citer la peur d'être interpellé sur la mauvaise gestion et la peur d'affronter la Chambre des comptes qui s'érigent devant elles comme un iceberg. Nous les encourageons à se former pour ne pas avoir peur et de se conformer aux textes en vigueur, pour éviter d'être frappés d'amendes.

« J'ai reçu l'éclairage des coachs »

Marthe Nzomene épouse Tchanang, *Receveur municipal, Commune de Nkongsamba IIe.*

Dans la tenue de ma comptabilité, j'avais un problème de signature après la mutation de l'ordonnateur. J'ai appris des coachs l'identité de la personne habilitée à signer certaines pièces. Je suis également édifiée sur la tenue du compte de gestion sur chiffres dans un document unique et sur les pièces permanentes et annuelles. Avec ces enseignements, j'espère pouvoir déposer mon compte de gestion, la semaine prochaine à Yaoundé.

Programme National de Développement Participatif

SUIVEZ-NOUS DÉSORMAIS SUR

PNDP-Programme-National-de-Développement-Participatif

Programme National de Développement Participatif@de_programme

Rendez-vous sur notre site :
www.pndp.org

IDA 18 - Guichet réfugiés

Le PNDP au cœur de l'approche intégrée

Le Programme fait partie des quatre structures chargées de mettre en œuvre la démarche visant à réduire la pression sur les communes hôtes des populations réfugiées.

Sur financement du Guichet IDA 18, le Programme National de Développement Participatif (PNDP) sera en synergie avec le Projet Filets Sociaux (PFS), le Programme d'Appui à la Réforme de l'Education au Cameroun (PAREC) et le Projet de Renforcement de la Performance du Système de Santé (PRFSS), pour l'amélioration des conditions de vie des réfugiés et des communautés hôtes dans les communes des régions de l'Est, de l'Adamaoua, du Nord et de l'Extrême-Nord. Après la signature officielle de l'accord de dons et de crédit le 19 novembre 2019, une série d'ateliers de lancement a eu lieu du 31 août au 4 septembre 2020, en présence de l'ensemble des parties prenantes. Pour la première année, 21 communes sont sélectionnées. Éclairage sur cette initiative particulière et attrayante du gouvernement et de ses partenaires techniques et financiers, dans la gestion des tensions nées de la pression sur les ressources naturelles, du fait de l'arrivée massive des réfugiés dans les villages des communes frontalières du pays. ◻

FCFA 65 billion for four institutions

The amount is to the local currency equivalent of the $130 million grant under IDA 18 special desk.

Everything is known in advance. The four programs and projects selected under the IDA 18 Special Desk will receive the financial means to implement their policies. This has already been decided internally and should now be implemented with the beneficiaries. In the distribution, the National Community-Driven Development Programme (PNDP) has been allocated an envelope of 40 million dollars - equivalent to FCFA 20 billion. The other three projects will each receive 30 million dollars - equivalent to FCFA 15 billion. These projects include the Social Safety Net Project, the Health Project, and PAREC which will specifically obtain additional funding. ◻

At the source of the Integrated Approach

The Special Desk for Refugees, Host Communities and IDPs is the outcome of a set of reflections that the government has been advocating for the World Bank.

There are four levels to understand IDA 18 Special Desk. This context is motivated by the Cameroonian government. For several years, the country has been welcoming refugees on its territory. This situation has contributed in increasing chronic fragility in host localities. Gender-based violence reinforced by greater vulnerability, is the first impact caused by this situation. This diagnosis also suggests the risk of potential tensions between communities and social discontent against the government.

To address this, Cameroon has designed *"a political letter of development, recovery and peace building assessment"*. Its overview shows the willingness to mitigate shocks by seeking durable solutions to the situation of long-term refugees, host populations and IDPs.

The roadmap thus defined made it possible to set out eligible criterias. It mainly concerns councils where *"the presence of refugees exerts economic and social pressure in the areas of communities hosting these refugees"*. In practice, once a community hosts 1,500 refugees, it is likely to be chosen. This local approach is based on the general situation of 388,022 refugees as of 20 June 2020. As a result, the World Bank responded to these arguments by approving a funding agreement for four organizations already involved in the field of local development. ◻

Funding of a specific mission

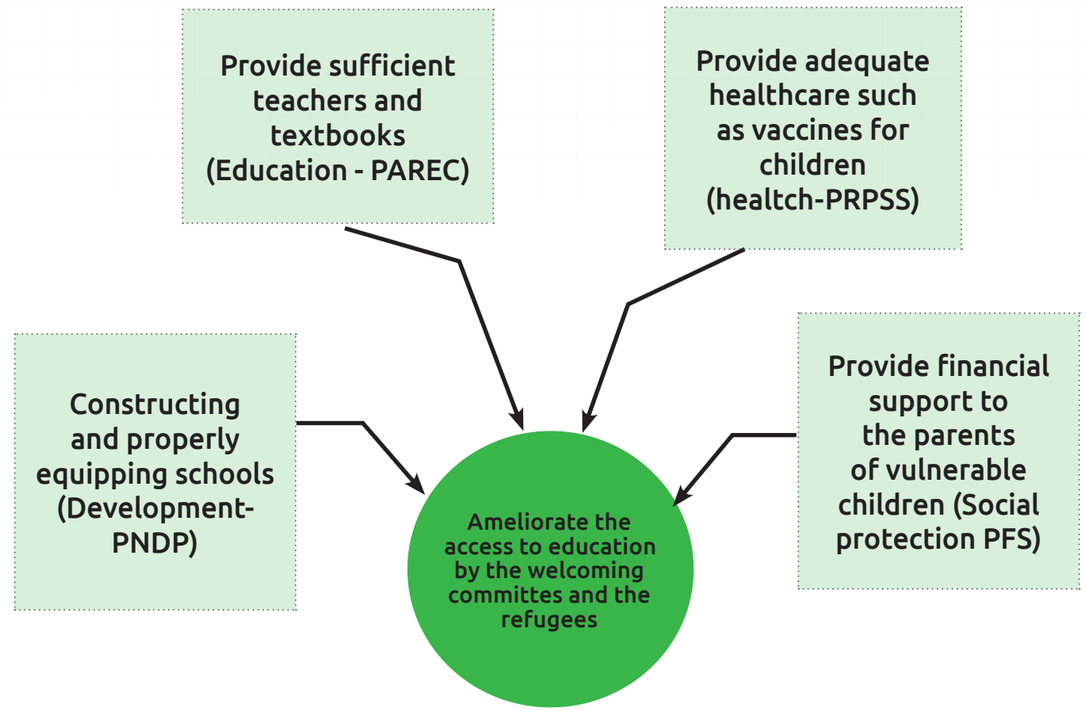
PNDP will be responsible for ensuring that the needs of refugees are considered in Council Development Plans.

Overlapping will not be possible during the implementation of the IDA 18 Special Desk. Each actor will have to fulfil a specific mission. At the level of the Social Safety Net Project, this involves not only regular cash transfers but also emergency cash transfers and the implementation of the Labour-Based Approach in the refugee hosting areas. PNDP will be responsible for ensuring that the needs of refugees are considered in Council Development Plans. A desk for refugees will be opened for the councils hosting refugees.

The Health Project is expected to facilitate access to key services regarding maternal and child health through a mechanism known as "performance-based funding". More specifically, Health districts where refugees are settled will benefit from an increase in the maximum number of indigent patients from whom they will not receive health care fees. The Education Project will ensure the schooling of refugee children and host populations by providing educational services. ◻

Mode of operation of the Integrated Approach

The World Bank support plan is comprised of four institutions working through different phases, so as to ensure the smooth flow of information and the development of councils.



Four institutions in the same territory with the same donor. This deserves a particular modus operandi to achieve the individual results needed to attain the overall objectives. The first step will be to identify the annual needs based on the updated Councils' Development Plans. As this is an issue involving refugees, the UNHCR Support Plan will facilitate the response after a visit by the multi-disciplinary team comprising sector representatives.

In the framework, the annual projects selected by the Expanded Municipal Councils to different Sectors will be validated. This is the most suitable body for the adoption of the year's priority projects within a Council. Next will be the stages of project maturation, the awarding of contracts by the competent committees and above all, monitoring and evaluation.

It is in villages and households that the design phase will move on to the maturation phase. Harmony will be ensured by setting up local committees at the level of Councils and villages. This spatial framework is also suitable for addressing gender-based violence in refugee host communities.

According to initial plans, the modus operandi has put in place a proper management complaints mechanism. The projects involved will intervene after a proper work of consolidation and of transmission by the intermediary actors. To ensure the smooth flow of information, the PNDP toll-free number will be used and extended to other integrated projects. ◻

Adamaoua

Quatre communes sous Guichet

Des actions spécifiques pour les réfugiés et les communautés hôtes seront bientôt matérialisées dans les communes du département du Mbéré.

Dir, Djohong, Ngaoui et Meiganga, ce sont les quatre communes bénéficiaires des différentes actions sur financement du Guichet IDA 18 pour le compte de l'année 2020. Ces collectivités territoriales décentralisées ont rempli les critères d'éligibilité au financement spécial réfugiés et communautés hôtes.

Selon les données disponibles, dans la commune de Dir, la zone cible est constituée de 47 026 populations dont 1 632 sont des réfugiés, soit une proportion de 3,47%. C'est le plus bas niveau sur l'ensemble, car Ngaoui compte 33 824 habitants touchés avec un nombre de réfugiés estimé à 13 935 pour un taux de présence de 41,20%.

La situation semble plus critique à Djohong où sur 34 172 personnes à prendre en charge, 17 178 sont des réfugiés, soit 50,27% des communautés hôtes. Il s'agit du taux le plus élevé, car, à Meiganga, sur une cible constituée de 88 458 populations, 27 868 ont été identifiées comme réfugiés pour un taux de présence de 31,50 %.

Extrême-Nord

Six communes bénéficiaires

Trois départements particulièrement touchés sont éligibles à la prise en compte des vulnérabilités créées par l'instabilité aux frontières camerounaises.

Les ateliers des activités de l'approche intégrée du Guichet réfugiés ont démarré le 3 septembre 2020 à Mokolo. Cette commune du Mayo Tsanaga abrite depuis longtemps des réfugiés sur son territoire.

Selon les données de référence, au 20 juin 2020, dans une communauté constituée de 318 390 personnes se sont ajoutées à 64 561 réfugiés, soit un taux de progression de 20,28%. Ces chiffres à eux seuls constituent des critères de sélection pour la première année du projet. Avec des données relativement inférieures, lacommune de Mora dans le Mayo-Sava est, elle aussi, retenue pour ses 8 188 réfugiés, soit 3,47 % des 236 258 personnes qui y vivent.

Dans cette région de l'Extrême-Nord, la plus exposée à la pauvreté suivant les simulations nationales en la matière, le département du Logone-et-Chari a vu quatre de ses dix communes sélectionnées. Une évaluation de la situation montre que sur une communauté estimée à 19 730 personnes, 5 430 réfugiés on été enregistrés, soit 27,52 %. La Commune de Makary pour sa part, compte 22 826 réfugiés à côté des communautés hôtes estimées à 137 782 habitants, soit un taux de 16,57 % de réfugiés. A Fotokol, sur une population cible de 48 484 personnes, l'on a identifié 2 805 réfugiés, soit 5,79 % alors que dans le Logone Birni, il y a 2 514 réfugiés qui cohabitent avec 69 111 populations hôtes. Soit 3,64 % de réfugiés dans la communauté cible du Logone Birni.

Est

Dix Communes **bénéficiaires des financements du Guichet IDA**

Elles sont réparties dans les départements de la Kadey, du Lom-et-Djerem et de la Boumba-et-Ngoko.

Deux communes de la Boumba-et-Ngoko ouvrent la liste des bénéficiaires des financements du Guichet IDA 18 dans la région de l'Est. Il s'agit de Salapoumbé avec ses 18 787 populations identifiées dans une communauté. L'on y dénombre 2 038 réfugiés, soit 10,85 % des cibles. Ce pourcentage est plus élevé à Gari Gombo où 2 111 réfugiés représentent 12,12 % des 17 413 personnes considérées par le Guichet IDA 18 dans cette commune.

Dans d'autres zones frontalières de la République centrafricaine, notamment quatre communes du département de la Kadey, il y a de véritables pressions. Tenez, le nombre de réfugiés à Kentzou est estimé à 40 522, soit 158,04 % de l'effectif des 25 640 hommes et femmes qui les accueillent. Tout à côté, les élus locaux de la commune de Ketté doivent répondre aux attentes des 25 640 communautés riveraines. Bien plus, celles-ci ont ouvert leur porte à 26 359 réfugiés qui représentaient 77,7 % de la population au 30 juin 2020.

À Batouri, une autre commune du département de la Kadey, 73 020 Camerounais cohabitent avec 8 611 réfugiés qui constituent 11,79 % de la population. Une situation moins critique que dans la commune de Ouli qui héberge 2 667 réfugiés dans une communauté constituée de 8 363 personnes. Lorsqu'on compare, le pourcentage de la population des réfugiés à Ouli (31,89 %), il n'est pas très éloigné à celui de la Commune de Ngoura (32,01 %) de réfugiés. Soit 12 032 étrangers qui cohabitent avec 37 584 populations d'ailleurs.

Si Ngoura est la commune la moins touchée du département du Lom – et – Djerem, Garoua – Boulai est la localité la plus complexe. Cette commune présente un nombre de réfugiés estimé à 51 407 contre 45 102 populations d'accueil identifiées, soit un taux de populations réfugiées de 113,98 %. Cette présence est largement supérieure à la situation à Bétaré Oya. Là-bas, les statistiques du 30 juin 2020 montrent que l'on compte 44 868 Camerounais dans la population cible et 20 344 réfugiés, soit un taux de 45,34 %. Toujours dans le département du Lom-et-Djerem, les quatre projets devront se concentrer sur 13 380 réfugiés, soit 71,82 % par rapport aux 18 631 populations d'accueil. ◻

Nord

Focus sur la Commune Toubouro

Le PNDP et les autres institutions partenaires vont développer des activités au profit de cette localité qui abrite 24 000 réfugiés en majorité centrafricains.

Elle est l'unique collectivité territoriale décentralisée à remplir les critères d'éligibilité à l'application de l'approche intégrée qui focaliseront l'appui du PNDP et de trois autres institutions.

Située dans le département du Mayo Rey, la commune abrite les 24 571 réfugiés; soit 10,73 % des 228 943 habitants. De manière générale, Toubouro est frontalière à la commune de Djohong dans le département du Mbéré, Région de l'Adamaoua. La situation semble plus critique à Djohong où sur 34 172 personnes à prendre en charge, 17 178 sont des réfugiés, soit 50,27 % des communautés hôtes.

Elle est aussi frontalière au Tchad et à la République centrafricaine, sans doute les deux pays d'où sont issus les réfugiés. Toubouro a une superficie de 85 000 km². Sa population sans cesse croissante était estimée en 2014 à 377 637 habitants. ◻

Réactions

« Les enjeux pour la région de l'Est sont grands »

Grégoire Mvongo, *gouverneur de la région de l'Est.*
La tâche est ardue, les défis énormes, les enjeux très grands pour la région de l'Est dans l'implémentation de ce projet spécial en faveur des réfugiés. Il faut une franche collaboration pour l'atteinte des objectifs. Que tous les acteurs s'imprègnent de l'approche intégrée et des mécanismes de la mise en œuvre en vue d'une amélioration des conditions de vie des populations qui abritent les réfugiés pour la promotion du développement local et pour la cohésion pacifique entre les réfugiés et les communautés hôtes.

« Tous sollicités »

Kildadi Boukar, *gouverneur de l'Adamaoua.*
La tâche pour la réussite de l'approche intégrée sur financement IDA18 est ardue. Nous sommes tous sollicités pour la mise en œuvre de ce projet.

« Relever le changement »

Raïssa Touraire Ngou épse Rim,
Assistante principale au développement et Partenariat pour le HCR Yaoundé.

Nous sommes satisfaits du lancement de l'approche intégrée sur financement IDA18 dans les communes abritant les réfugiés au Cameroun. Avec cette approche intégrée, c'est du concret pour les réfugiés et les communautés hôtes même s'il reste beaucoup à faire. Il faut relever le challenge de l'implémentation des projets et participer au développement de l'effort collectif.

« Des projets durables et soutenables »

Hélène Solange Bilounga, *HCR Bertoua.*
C'est l'aboutissement d'un processus débuté en 2017 dont les activités majeures vont faciliter la vie aux réfugiés. Nous espérons des projets durables et soutenables. C'est un appel à d'autres acteurs au développement pour accompagner le gouvernement dans dans cette tache.

« Beaucoup de pression sur les ressources »

Oumarou Issama, *maire de Djohong, département du Mbéré, région de l'Adamaoua.*
La situation des réfugiés centrafricains à Djohong est particulière. Depuis 2006, ils sont près de 10 000 réfugiés. Il y a un camp qui officiellement abrite 12 000 réfugiés, mais en réalité, ils sont déjà plus de 16 000. Leur situation engendre beaucoup de pression notamment sur les ressources naturelles.

« Les populations hôtes apprécient »

Abakar Brahim*, maire de Logone – Birni.*
Cette nouvelle assistance est importante pour nos populations dans le domaine de la santé, de l'éducation, et aussi dans la lutte contre la pauvreté avec les filets sociaux. Le PNDP a toujours été à nos côtés c'est pourquoi nous pensons que les réfugiés et les populations hôtes apprécieront la construction des salles de classe, l'équipement des centres de santé et surtout la création des activités génératrices de revenue.

« La situation est maîtrisable »

Ramat Moussa, *maire de Fotokol.*

Je remercie le PNDP pour son appui. La situation des réfugiés est maîtrisable. Même s'il y en a en situation irrégulière. Toutefois, le HCR en a déjà identifié 2 805.

« Un début de solution à nos préoccupations »

Ousseini Issa, *maire de Dir.*

Dans notre commune, les réfugiés sont dans les communautés et non dans des camps. Se pose alors un problème de statistiques, car le nombre de réfugiés rendu officiel n'est pas proche de la réalité. Pour se faciliter la tache, il faudrait créer des camps. Nous accueillons avec satisfaction l'arrivée de ce projet qui est un début de solution à nos préoccupations.

« Sincères remerciements »

Djoni Kassala, *maire de Mandjou.*

Avec l'afflux des réfugiés, nos communes font face à une pression financière. Comment donc ne pas se réjouir de l'initiative portée par le gouvernement et ses partenaires techniques et financiers ? Nos sincères remerciements.

« Nous nous réjouissons de ce projet »

Aboubakar Kombo*, maire de Meiganga.*

Depuis 2014, après une arrivée massive, nous avons pu loger 6 000 réfugiés. Mais aujourd'hui, nous nous retrouvons à près de 11 000 réfugiés. À date, nous comptons une nouvelle vague de 862 réfugiés. Nous nous posons la question de savoir comment les caser. Nous nous réjouissons de ce projet et de ce que le gouvernement à travers le PNDP et les autres acteurs, peut soulager les souffrances des réfugiés et des communautés hôtes.

« Mettre un accent sur la santé »

Ibrahim Mohammed*, maire de Waza.*
Notre commune connaît le problème des déplacés internes. C'est l'épineux problème dans la commune de Waza. Il faut donc en priorité mettre un accent sur la santé. Nous avons fait des efforts pour intégrer tous les acteurs. Il reste la prise en charge sanitaire des communautés.

INTERVIEW

" Les appréciations reçues des communes bénéficiaires et autres partenaires travaillant avec le PNDP sont globalement positives."

Abdoulaye Seck

Directeur des opérations de la Banque mondiale pour le Cameroun, la Centrafrique, le Congo, le Gabon et la Guinée Equatoriale.

Monsieur le Directeur, voilà plus d'un an que vous êtes au Cameroun. Peut-on avoir un bref aperçu de l'engagement de la Banque mondiale au Cameroun ?

Le portefeuille de la Banque mondiale au Cameroun comprend 20 projets avec un engagement total d'environ 2,85 milliards de dollars (17 nationaux pour 2.06 milliards de dollars et 3 régionaux pour 0.769 milliards de dollars). Ce financement provient essentiellement des deux guichets IDA et BIRD de la Banque mondiale, mais aussi de partenaires comme le Fonds pour l'environnement mondial, le Partenariat mondial pour l'éducation et le Mécanisme de financement mondial.

La Banque mondiale adopte une approche holistique dans son soutien au développement humain. Depuis que le Cameroun a rejoint l'initiative pour le capital humain de la Banque mondiale en avril 2019 le gouvernement a exprimé son engagement à cet égard en plaçant le développement du capital humain au cœur de la Stratégie Nationale de Développement 2020-2030. La Banque mondiale soutient le gouvernement à travers un large éventail d'opérations dans les secteurs de l'éducation, de la santé, de la protection sociale ainsi que le développement communautaire en capitalisant sur la collaboration intersectorielle.

Le PNDP, entité aux réalisations plurielles, est engagé sur plusieurs chantiers dans les territoires communaux, avec l'appui et l'accompagnement de plusieurs bailleurs dont la Banque mondiale. Quelles sont les appréciations qui remontent des communes ?

Le PNDP est un instrument de développement local qui accompagne les communes dans la mise en œuvre de leurs missions régaliennes. Les appréciations reçues des communes bénéficiaires et autres partenaires travaillant avec le PNDP sont globalement positives ; les communes apprécient la méthodologie participative utilisée par le PNDP pour l'identification des microprojets, la mise en œuvre et le suivi de ces microprojets, et les outils mis sur pied pour assurer cette participation communautaire ; elles apprécient également l'accompagnement du PNDP dans le renforcement des capacités des acteurs communaux, notamment dans l'utilisation du progiciel Sim_ba pour la production des comptes de gestion des communes, l'élaboration, la mise à jour et la mise en œuvre des Plan Communaux de Développement (PCD) et Plan d'Investissement Annuel (PIA). Les communes ont beaucoup évolué depuis la première phase du PNDP. Cependant, certaines communes demandent toujours plus d'accompagnement et de financement pour mieux servir leur population. Cela est acceptable d'autant plus que chaque commune a ses spécificités.

Vous avez assisté, le 08 novembre 2019, à la troisième édition de remise des récompenses, dans le cadre du Guichet Performance du PNDP. Une compétition débouchant sur l'octroi d'une prime aux trois communes les plus performantes de chacune des dix régions. Quelle est votre appréciation de cette opération et quels sont vos conseils pour d'une part pérenniser les acquis des communes gagnantes et d'autres part encourager celles qui pourraient mieux faire ?

Le Guichet Performance est une innovation qui vient renforcer la performance, la compétition et la bonne gouvernance, dans un contexte où les gestionnaires de communes font face à plusieurs problèmes avec des ressources humaines et financières insuffisantes. Cette opération suscite auprès des communes une introspection sur leur aptitude à offrir des services de qualité relativement aux attentes des citoyens ; elle permet également aux communes de s'évaluer sur une base de critères préalablement connus de tous et surtout d'envisager des actions pour une plus grande performance au cours des années à venir ; elle encourage l'innovation et la redevabilité au sein des communes, et par conséquent le développement.

Le PNDP fait partie de quatre projets bénéficiant de fonds IDA relatifs à l'assistance aux réfugiés et communes hôtes à travers une approche intégrée. De plus, le lancement de cette approche vient de se faire dans les quatre provinces de l'Est, l'Adamaoua, le Nord et l'Extrême-Nord. Pouvez-vous nous dire quel est votre point de vue par rapport à cette approche intégrée ? Est-ce qu'il est commun pour la Banque mondiale de procéder ainsi ?

L'approche intégrée est une approche multisectorielle qui a l'avantage de mettre dans la même aire géographique le projet filets sociaux, le projet éducation, le projet santé, et le PNDP qui partage les mêmes missions et dont les interventions sont complémentaires au profit d'une même communauté, dans la perspective de maximiser l'impact de leurs actions sur leurs bénéficiaires.

Pour le cas du Cameroun, cette approche est idéale pour les régions sélectionnées sur base des données du HCR, qui avant l'afflux des réfugiés ou des personnes déplacées, vivaient déjà dans la pauvreté. Cette approche va fournir un panier d'assistances aux populations bénéficiaires (réfugiés et populations hôtes) et aider à réduire la pression que les services sociaux de base ont reçue avec l'arrivée des réfugiés ; cela contribuera à la réduction de la pauvreté chronique au sein des communautés choisies.

Quelle appréciation la Banque mondiale a sur les différentes actions mises en œuvre par le PNDP dans les régions faisant face à des crises sécuritaires et humanitaires ?

Nous constatons que les crises sécuritaires et humanitaires ont ralenti considérablement la mise en œuvre des activités de bon nombre de projets soutenus par la Banque mondiale au rang desquels le PNDP. Nous osons croire qu'un retour rapide de la paix dans ces zones permettra aux populations de ces localités de rejoindre le train du développement.

La Banque mondiale appuie la mise en œuvre par le PNDP du mécanisme d'Engagement citoyen comme un des soubassements de la gouvernance locale. Quelle appréciation faites-vous de la mise en œuvre de ce mécanisme et comment cela impacte-t-il le champ de la décentralisation et du développement local ?

L'engagement citoyen fait partie des piliers de notre appui aux initiatives de développement communautaire. Dans ce domaine, le soutien de la Banque mondiale au PNDP a permis de formuler une stratégie pour renforcer le dialogue ainsi que la communication entre les communes et les citoyens. Par ailleurs, la stratégie d'engagement citoyen du PNDP fait partie intégrante de la feuille de route de l'institutionnalisation des acquis du Programme, conçue pour contribuer à l'approfondissement de la décentralisation.

Dans le cadre de la mise en œuvre de cette stratégie, il a été démontré que la participation des femmes, des jeunes, des déplacés internes, des réfugiés à l'élaboration des Plans de Développement Communaux (PDC) améliore l'appropriation et la maintenance des équipements collectifs ainsi que des services sociaux de base. De même, les mécanismes d'information budgétaire comme par exemple Sim_ba ou Openspending, les dispositifs de suivi participatif des investissements comme le scorecard améliorent la transparence des données et le climat de confiance citoyens-élus-acteurs de la décentralisation. Les capacités de mobilisation et la qualité de la dépense locale des collectivités dépendent aussi en grande partie du niveau de confiance entre les acteurs ainsi que de l'adhésion des citoyens au plan local de mobilisation fiscale.

L'année 2020 a commencé avec un problème d'envergure :

la pandémie de la Covid-19. Quelles sont les mesures d'accompagnement que la Banque mondiale a prévues pour le Cameroun ?

C'est en effet une crise mondiale, multidimensionnelle, qui n'a pas épargné le Cameroun. La Banque mondiale se devait donc d'être aux côtés du pays, et nous le faisons selon quatre axes en phase avec l'approche du gouvernement :

Sauver les vies. C'est la première réponse en soutien au système de santé, pour lequel nous avons déjà approuvé un financement total d'environ USD 45 millions de dollars. Dès le mois de mars, nous avons mis à la disposition du gouvernement une assistance pour former les acteurs du système à la gestion de l'urgence et acheter des équipements médicaux, des test kits, des équipements de protection, etc. Un projet d'urgence a ensuite été instruit dans les mois suivants et permettra de renforcer la préparation et la réponse à la Covid-19 à travers quatre composantes : (i) riposte d'urgence à la Covid-19.

Protéger les personnes et ménages vulnérables. Cela se traduira dans les prochains jours par des transferts monétaires d'urgence à 6500 ménages.

Soutenir la continuité des apprentissages. Avec le Groupe Local d'Education nous avons soutenu le Cameroun dans le développement du plan de réponse du système éducatif à la crise de la Covid-19, qui est soutenu par un financement du Partenariat Mondial pour l'Education (USD 11 millions). Dans notre portefeuille éducation, le projet d'appui à la réforme de l'éducation au Cameroun (PAREC) et le projet d'appui au développement de l'enseignement secondaire et des compétences pour la croissance et l'emploi (PADESCE) vont soutenir les activités suivantes pour l'éducation de base et le système de développement des compétences : (i) mise à disposition du matériel d'hygiène et de protection dans les écoles primaires, maternelles, les établissements d'enseignement secondaire, les centres de formation professionnelles ciblés, (ii) soutien au développement de l'éducation interactive audio dans les centres préscolaires communautaires et (iii) le renforcement des capacités des enseignants sur l'usage de la technologie dans l'enseignement et sur la pandémie. Par ailleurs, dans ces différents projets des composantes de réponses aux urgences ont été prévues pour mitiger les impacts de toutes crises qui pourraient survenir.

Sauver les emplois et relancer l'économie. Nous prévoyons que l'économie du Cameroun va se contracter en 2020, après une croissance moyenne de 4.3 % entre 2015 et 2019. La baisse du PIB combinée aux effets des mesures barrières, et la baisse des échanges internationaux, s'accompagnent d'importantes pertes d'emplois ou de chômages temporaires. Nous sommes en discussions avec le Gouvernement sur comment on pourrait activer les composantes d'urgence du portefeuille – jusqu'à concurrence de USD 150 millions – afin de contribuer au financement des actions visant à soutenir les entreprises privées, maintenir les emplois et raviver l'économie.

Rebâtir mieux et renforcer la résilience (Building Back Better).

Les conséquences dramatiques de la pandémie sur le double plan sanitaire et économique imposent la mise en œuvre de mesures adéquates pour rebâtir mieux et renforcer la résilience. Telle est la perspective de notre troisième opération de financement des politiques de développement (DPO3), dont les trois objectifs principaux sont : (i) d'améliorer la viabilité financière et la gestion du secteur public ; (ii) renforcer la compétitivité de l'économie ; et (iii) favoriser l'accès aux services sociaux et accroître la protection sociale. Ces domaines de réformes sont essentiels pour soutenir la reprise économique et renforcer la résilience à mesure que la pandémie Covid-19 s'estompe. L'opération d'appui budgétaire soutient les efforts du gouvernement à travers la mise en œuvre de plusieurs réformes clés dans la réponse à la Covid-19, notamment : (i) dans le cadre du premier pilier à travers des mesures relatives à l'exonération de droits de Douanes et de TVA sur les articles spécifiques nécessaires à la prévention et au traitement de la Covid-19 et, l'atténuation de l'impact économique de la Covid-19 sur les secteurs du transport, tourisme et de la distribution alimentaire (ii), le troisième pilier consiste en des réformes ayant pour but d'améliorer les services sociaux et améliorer la protection sociale et, (iii) l'extension du programme des filets sociaux à au moins 22500 ménages supplémentaires en 2020, notamment les personnes déplacées et les ménages vulnérables affectés par la Covid-19. Ces différentes mesures permettent non seulement d'atténuer les effets de la pandémie mais aussi de renforcer la résilience du pays vis-à-vis des chocs tant internes et qu'externes. Le financement de la Banque Mondiale prévu dans le cadre de cette opération du DPO3 aidera aussi le gouvernement à financer ses déficits budgétaire et externes, plus importants que prévu en raison de la crise du Covid-19. Ce qui lui permettra d'éviter les pressions à court-terme sur les liquidités qui seraient de nature à accroître les coûts humains et économiques de la pandémie.

North West

Council Development Plan to be Elaborated in Bamenda councils

The councils were aided to come up with this document which seeks to assist them to cope with the transfer of competences in the areas of planning.

Councils in this era of decentralization are the closest autonomous administrative and financial units that cater for the needs of their local populations. The Cameroonian government is engaged in the process of transferring greater responsibilities and local resources to the different councils. With this, the council becomes the focal point for the orientation and management of local development. Unfortunately, most councils, council authorities and personnel are not equipped with competences and capacities that are required to aid the councils function efficiently.

Bamenda I, Bamenda II and Bamenda III councils, like most councils, in the Region, do not have a Council Development Plan (CDP) with the qualitative and quantitative needs of all the villages within its municipality. A document like this will facilitate the proper orientation and management of the development aspirations of the council area. Also most councils are unaware of the vast resources within them and are thus unable to properly exploit, coordinate and use the resources available for the realisation of the local development of their council area.

The Local Support Organization (LSO), council officials and sector ministries on planning and programming, with the support of the National Community-Driven Development Program (PNDP), were trained to elaborate the CDP of the Bamenda I, Bamenda II and Bamenda III councils at Bambui from June 8th-13th, 2020. The document seeks to assist the councils to cope with the transfer of competences in the areas of planning and programming and to enhance its ability to update its Annual Investment Plans subsequently.

The objective of the workshop was to launch the process of elaboration of the CDPs of the councils of Bamenda I, Bamenda II and Bamenda III. Specifically, the training informed and sensitised stakeholders on the elaboration of CDP, introduced the LSOs selected to execute the work, presented a brief idea about the reference situation in terms of planning, announced the steps of the process of elaboration of the councils and carried out official launching of the CDP process of the councils.

PNDP is coming in to support these councils as well as 24 other councils in the region to elaborate appropriate CDP's and to equip them with capacities necessary for an eventual management of the CDPs as well as the development process of their council areas.

The session witnessed the participation of all key stakeholders including administrative authorities, regional and divisional delegates, senior council staff and representatives of local support organisations. ◻

North West

Construction projects, **Installation of street lights in Mbengwi**

The exercise paves the way for the facelift of the areas contributes to the development of economic activities, improve the security and embellishment of the town.

The North West Regional Coordinator of PNDP presided over a launch of the execution of micro-projects for the Mbengwi Council in Bamenda from July 29th -30th, 2020.

The objective was to proceed with the signing of the contracts of all the stakeholders (contractors, controllers, engineers, sector ministries) involved in the execution of the microprojects of construction and installation of 35 solar street lights in Mbengwi Urban Area in Momo Division. Twenty temporary jobs will be created during the execution of this micro-project.

Participants were the Divisional Delegate of Water and Energy of Momo, the Regional Coordinator of PNDP, the Mayor of Mbengwi Council, the Contractor of Luster Prints Company, the controller of the project, Aweh Kern Bless as well as other PNDP and council workers.

In 2019, Mbengwi Council won the second price of best performance council in North West region within the framework of PNDP Performance Desk operation. The allocation granted by PNDP to that effect (FCFA 50,000,000) was to finance the realisation of microprojects earmarked by the Mbengwi Council. Having fulfilled all the conditions (selection of contractor, selection of controller) required in order to speed up the execution of the selected microprojects, there was a need to proceed with the signing of various contracts presented above.

The Regional Coordinator of PNDP, signed on behalf of PNDP, the Mayor of Mbengwi Council on behalf of the Mbengwi Council and the Contractor of Luster Prints Company reached out on the contract on behalf of his company, all in the presence of the Divisional Delegate of Water and Energy of Momo.

The signing and launching of the micro-projects paves the avenue for the facelift of the communities by contributing to the development of economic activities and improving on the security and embellishment of the town with the installation and construction of 35 Solar Street Lights in Mbengwi Urban Area by 2020. It is expected to benefit 3,000 men and 4,000 women in the area.

Specifically, the microproject shall realise an increase on the income generating activities of the population of Mbengwi; alleviate poverty of the population of the municipality; improve on the welfare and living standards of the inhabitants; contribute to the embellishment of the Mbengwi town and reduce crime wave, especially rampant killings during this socio-political crisis. ◻

North West

Treasurers, Secretary Generals Gain Techniques

Their empowerment seeks to enhance clarity of management accounts.

Municipal treasurers and secretary generals from the North West and West Regions received skills on the production of management accounts.

The beneficiaries were given the skills during a session in Dschang in the West Region during a session that ran from August 16st - 28th, 2020, and whose objective was to acquaint them with different types of supporting documents that accompany each budget head, as well as showing them the methods of preparing the management accounts on documents.

The non-production of the management account does not allow the authorizing officer and the populations to have clarity on the management of the funds which are made available to the municipal collector.

Experts from the Ministry of Finance, the Ministry of Decentralization and Local Development, the National Community-Driven Development Program and the Chamber of Accounts executives trained the treasurers who are also called accountants and secretary generals on filling documents, revising techniques of accountancy, correcting entries on the balance of an account in case anomalies are discovered in the making of account management documents.

It was found that municipal accountants and secretary generals, at the national level, come across many difficulties in the making of management account documents. They did not produce up to 40 per cent in 2018, reason being that they did not master the various constituents of the budget. In 2016, the rate was at 10.96 per cent. Furthermore, there is lack of sheet which can enable them to make a management account document properly. These difficulties translate in the low rate noticed during the submission of management account documents at the Chamber of Accounts.

The training was therefore aimed at addressing this shortcoming and to strike a record of reaching at least 40 per cent. At the end of the workshop, the municipalities learned to set up their management accounts, to categorize the supporting documents according to budget allocations and to prepare the management accounts on documents.

It was for this very reason that PNDP organised a pilot workshop in the Centre Region. From the success of the pilot phase, it urged the Ministry of Finance and the Ministry of Decentralisation and Local Development to hold such a workshop in other regions of the country. ◻

Littoral

Pouma peaufine l'organisation du Guichet Performance de ses communautés

Les 24 villages de la commune seront en compétition pour primer les réalisations de la mise en oeuvre des solutions endogènes.

En accord avec la mairie, les chefs de villages et les présidents des comités de concertation de la vingtaine de villages de cet arrondissement de la Sanaga-Maritime préparent leur évaluation au guichet Performance des Communautés (GPC) initié avec l'appui de la cellule régionale du PNDP Littoral. C'était lors de la réunion de lancement officiel organisée de commun accord entre le PNDP Littoral et l'exécutif communal de Pouma.

Ce jeudi 17 septembre 2020 dans la salle de réunion au cœur de Pouma, une soixantaine de participants réunis autour du sous-Préfet de Pouma ont pris part à la rencontre inaugurale de l'ouverture du Guichet de Performance des Communautés, destiné à promouvoir le dynamisme des villages. A travers ce guichet, les comités de concertation des 24 villages de Pouma, présenteront des réalisations communautaires issues de la mise en œuvre des solutions endogènes identifiées dans leurs cahiers des villages, au terme de la planification. La maire de Pouma, Dorothée Nyodog, dans son discours d'ouverture, a présenté l'importance de cette activité nouvelle, qui assurément permettra de susciter une saine émulation au sein des communautés. Elle a surtout encouragé ses populations à se sentir concernées par les activités communautaires. Rejoignant le maire dans cette vision, Antoinette Ngo Tonye, un des 25 présidents de comités de concertation présents à cette assemblée a déclaré *« Au regard des enjeux, nous devons apprendre qu'il n'y a pas de progrès sans la volonté de changer et de participer comme citoyen »*. Manière de dire que l'état d'esprit qui guide l'initiative est celle du bénévolat pour le développement de sa communauté.

A cet égard, le sous-préfet de Pouma Yongkum Nelson Gamsi, s'est montré reconnaissant et pédagogue. Les communautés de Pouma, a-t-il déclaré en substance, sont privilégiées car elles sont retenues parmi les cinq communes sélectionnées dans le Littoral pour cette deuxième édition du GPC (Guichet Performance des Communautés). Il a par ailleurs signifié la disponibilité de l'autorité administrative à ne ménager aucun effort à l'accompagnement de la bonne implémentation de cette noble cause dans la commune de Pouma.

« Les idées ne manquent pas »

Luc Ebenezer Tam, président de l'Union des comités de concertation de Pouma, dans son mot, présentera en substances quelques difficultés liées à la bonne marche des activités de leur organisation. Il déclarera à cet effet : *« La première difficulté pour réaliser les activités endogènes dans nos villages est l'indisponibilité du matériel. Il y a des bras et des gens volontaires pour faire ce travail de bénévolat au profit de tout le village, mais le matériel et les matériaux nous font défaut. Les idées ne manquent donc pas. Tout ce que j'espère c'est que les promesses d'appui soient tenues. »*

« L'exclusion de tout ce qui peut diviser »

Pour Christine Ngo Ndjeng Andela, cheffe du village Log-Maba'a, un regard particulier doit être apporté sur la question des débats stériles et des décisions. Elle pense en effet que : *« Ce sur quoi nous insistons c'est l'exclusion de tout ce qui peut diviser nos populations. Dans nos communautés pour que cette initiative marche, il faut que nous respections scrupuleusement le mode opératoire technique de cette activité. Il ne devrait y avoir dans nos réflexions et actions ni parti politique, ni chapelle religieuse, qui d'habitude divisent les gens ici. Traverser ce handicap est une manière de comprendre que le développement exige que l'on s'implique et que l'on ne voit pas l'action publique comme celle du maire ou d'un parti politique, mais la volonté personnelle et individuelle d'améliorer les conditions de vie de nos populations et de nos localités ».*

La démocratie au village

Les critères de sélection des appuis à apporter aux villages récipiendaires au terme des évaluations porteront essentiellement sur la dynamique communautaire autour de la mise en œuvre des solutions endogènes, la maintenance et la gestion des ouvrages dans les localités, la capacité d'organisation et de prise d'initiative pour le développement des villages. La grille d'évaluation des communautés, qui a été remise à tous les présidents de comité de concertation, met cent points en concurrence de manière équitable à tous les villages. Sur les cent points en jeu, la grille consacre trente points à la structuration des villages, notamment le fonctionnement des comités de concertation et leur bonne collaboration avec les autorités traditionnelles notamment la tenue des assemblées générales villageoises. Une manière de souligner l'esprit participatif et de recevabilité qui doit habiter les comités. Le plus grand nombre de points est cependant réservé au fonctionnement des comités de gestion des ouvrages avec prise en compte des dispositions utiles liées à la pandémie du Covid-19.

Au terme des travaux qui ont duré cinq heures d'horloge, les populations des vingt - quatre villages et un quartier de Pouma sont donc désormais bien outillées pour la préparation du GPC, et il ne reste plus qu'à leur dire….A vos marques…prêts…Partez et que les meilleurs gagnent. ◻

Centre

Des communes parées à la reddition des comptes

Les receveurs municipaux ont été formés à confectionner leurs comptes de gestion en vue de leur dépôt à la Chambre des comptes.

Encadrer les communes en vue de les amener à produire leurs comptes de gestion de l'exercice 2019 et les déposer à la Chambre des comptes. Tel était l'objectif du coaching territorial organisé par la Cellule régionale de coordination du PNDP pour le Centre, en juillet et août 2020.

Au cours de ces travaux, les receveurs municipaux de 50 communes sur 70 de la région du Centre ont reçu une formation en deux vagues. Du 15 au 29 juillet 2020, 27 communes ont été réunies et du 19 au 29 août 2020, il s'agissait de 23 communes.

Animés par des responsables du ministère de la Décentralisation et du Développement local, du ministère des Finances et des magistrats de la Chambre des comptes, les sessions ont été déclinées en travaux pratiques. Ainsi, les receveurs municipaux présents ont été outillés sur l'examen des pièces des communes, l'analyse du compte de gestion sur chiffre et le contrôle des pièces entre communes. Les responsables de la Chambre des comptes ont également exposé sur ce qui est attendu des communes dans la production des comptes de gestion. ◻

Centre

Un abattoir moderne bientôt inauguré à Mbandjock

Une mission à l'initiative du PNDP s'est rendue sur le terrain, le 30 juin 2020, pour la réception provisoire de l'ouvrage.

A la place de l'ancienne infrastructure déjà usée par le temps et la demande, trône désormais à la commune de Mbandjock, (département de la Haute-Sanaga) un nouvel abattoir moderne.

Au-delà de l'ouvrage principal, l'abattoir municipal de Mbandjock dispose d'un château d'eau raccordé au réseau national de distribution, des toilettes modernes incorporées et propres ; et d'un congélateur, entre autres.

C'est un ouvrage prêt à servir une population d'éleveurs estimée à plus de 21 000 âmes qui a reçu la visite d'une mission conduite par le Programme National de Développement Participatif (PNDP).

Aux côtés du maire de la commune de Mbandjock, se trouvaient le représentant du Coordonnateur régional pour le Centre du PNDP, les délégués départementaux des ministères des Travaux publics, des Marchés publics ; et de l'Elevage, des Pêches et des Industries animales, ce 30 juin 2020.

Il est à préciser que le but de cette mission était, notamment, de vérifier la levée des réserves faites lors des réceptions techniques, la vérification de la remise en état du site ; et la vérification et la réception des dossiers de recollement. En rappel, le projet de construction de cet abattoir municipal est évalué à plus de 44 millions FCFA. ◻

Centre

Réhabilitation du kit solaire à Afanloum

L'ouvrage permettra d'alimenter plus de 3 000 ménages en énergie électrique.

Une mission de remise en fonction du kit solaire de la commune d'Afanloum (département de la Mefou-et-Afamba, région du Centre) est descendue sur le terrain le 22 mai dernier.

Composée de l'Assistant-cadre chargé des infrastructures à la Cellule régionale de Coordination du Centre, du 2e adjoint au maire de la commune, du prestataire qui a réalisé les travaux; et du représentant du ministère des Marchés publics, la mission avait pour but de s'assurer de

l'effectivité de la remise en fonction du kit solaire en vue de programmer la réception définitive de l'ouvrage. La vérification comportait le paramétrage des régulateurs à 24 volts, la vérification de l'état des disjoncteurs et le remplacement des disjoncteurs DC des batteries par un disjoncteur DC de 63 A.

Le kit solaire de la commune d'Afanloum a pour objectif d'améliorer l'accès des populations aux services énergétiques modernes. Plus de 3 000 ménages vont en bénéficier.

Le projet de kit solaire de cette commune a coûté plus de 147 millions de FCFA. Il était divisé en sept microprojets. ◻

Centre

Les communes encouragées à produire leur journal trimestriel

51 points focaux communication des municipalités de cette région ont été formés à l'élaboration d'un bulletin trimestriel communal.

Ils étaient 51 points focaux communication — représentant chacun une commune — réunis du 6 au 10 juillet à Mfou (département de la Mefou-et-Afamba, région du Centre) à suivre une formation sur la consolidation des données collectées en vue de la production des bulletins trimestriels communaux.

Pour ces nouveaux points focaux désignés par les nouveaux exécutifs communaux, il était question d'apprendre à collecter l'information, la traiter, et à rédiger des articles en vue de produire des bulletins communaux trimestriels. Au cours de cette formation, les données permettant la rédaction de plus de 400 articles ont été recueillies. En outre, plus de 500 illustrations collectées et une trentaine d'éditoriaux ont été produits. Par ailleurs, une centaine de morasses des bulletins sont attendues dans les délais prévus par la formation. Cette formation pratique a également débouché sur la collecte et la vérification in situ de 96 bulletins trimestriels pour des articles dont le décompte serait de près de 300.

Pour ce faire, les participants à l'atelier de formation ont bénéficié du concours technique de journalistes et d'infographes.

Comme pour rappeler l'importance de la formation, Jean Rostand Embolo, Coordonnateur régional du PNDP pour le Centre, a insisté sur la problématique de la distribution des bulletins produits et a invité les points focaux à une réaction beaucoup plus prompte de leur part dans le processus de production.

Pour le moment dans sa phase de lancement, la production des bulletins trimestriels des communes répond à une exigence de la politique de communication du PNDP orientée vers les communes et celles que les communes mèneraient en faveur des populations à la base. ◻

South west

31 Mayors now abreast with PNDP working mechanisms

With more than 65 % of them new in office following the February 9th, 2020 twin election, it was important for them to share ideas during a four-day workshop in Limbe.

31 Mayors in the South West Region with some of their collaborators have been drilled on the PNDP working mechanisms. This was from August 26th to 29th, 2020, at the Holiday Resort Inn Hotel, Limbe. Organized by the National Community-Driven Development Program (PNDP) and in a bid to respect Coronavirus barriers, the mayors were congregated into two groups with each group having two days.

During the four days, the mayors and their collaborators were trained on all the PNDP procedures: projects' identification, selection of service providers, follow-up and implementation of activities of micro projects in the field and accounting within the framework of partnership with PNDP. Monitoring and evaluation system, state of affairs of Council planning systems plus ongoing planned activities with mayors as partner councils of PNDP South West Region were also deliberated upon. The Mayors also had an overview of PNDP and a balance sheet of PNDP activities in the South West Region for the past ten years per council.

The South West Interim Regional Coordinator of PNDP, Atangana A. Alexander, disclosed that PNDP expects the councils to be proactive. *"As they return to their councils PNDP expects that they understand all the PNDP procedures in terms of identification of projects, selection of service providers, contractors, the follow up and implementation of*

micro projects, producing accounts of all the financial transactions within the framework of the partnership of PNDP and councils etc," he said. The workshop coordinated by the PNDP, was due to the fact that after the February 09th, 2020 twin elections over 65 % of new mayors got elected into councils within the South West Region. It was against this backdrop that PNDP decided to get them abreast of the different PNDP working procedures.

Ekungwe Christopher, the Mayor of Bangem Council who sat through the first session indicated that his tools were now sharpened to carry out any project financed by the Programme in his council. *"I have learnt PNDP's role in assisting in the development of laws that has to do with local governance. They also taught us the elaboration of council development plans and its implementation"* he affirmed with optimism. On her part, Magdaline Pondy, Mayor of Isangele Council estimated that the acquired knowledge will permit her to design and implement more developmental projects in her council as well as the projects follow-up. She added that the lessons acquired will help her build a good relationship with her staff as they strive to dish out the best services to the peace-loving population of Isangele. ◻

South West

All councils now have **Community Animators**

They will link the population and the councils for a better response to their needs and cohabitation.

Services rendered by councils in the South West Region to the population are expected to improve within the days ahead. This follows the recruitment of Council Community Animators initiated by the South West Regional Coordination Unit of the National Community-Driven Development Program (PNDP). The Council Community Animators will alert the public on the various activities the councils offer and how they can benefit the population. Their interaction with the communities will permit them to tell the councils the exact needs of the communities.

Upon launching the project, PNDP requested that Councils should redeploy their staff to that position and 22 Councils in the South West Region easily subscribed to it. But the remaining nine Councils could not fill staff to the position. Their setback was on the GCE Advanced Level qualification, at minimum, demanded for a staff. To fill the positions, PNDP launched a call for manifestation of interest where external candidates applied. Between July 22nd to 24th, 2020, the remaining Councils sent in three representatives each at a selection process organinsed by PNDP at the Holiday Resort Inn Hotel, Limbe. The Councils are Bangem, Kumbo Abedimo, Ekondo Titi, Mamfe, Eyoumojock, Alou, Wabane, Idabato and Dikome Balue. The event unfolded before the watchful eyes of Atangana A. Alexander, PNDP South West Interim Coordinator. ◻

South west

Inhabitants in Bakinguili continue to celebrate **PNDP water scheme**

With stand taps now running in their community, it saved them the stress of collecting the precious liquid from doubtful sources.

On August 14th, 2020, Obie Christabel, mother of five and an inhabitant of Bakingili Village was seen fetching water from one of the stand taps in Bakingili Village. Something that was not possible before 2012. She explained that with the installation of the stand taps, life has been made easy in their community. *"We now have very clean drinking water. Our household chores are done with the same water,"* she explained smiling. Amen Blessings, another inhabitant, said that the running taps has spared them from some of the illnesses they used to contract from water fetched and drank from doubtful sources. The two women and other inhabitants maintained that water is life and saluted South West Regional Coordination Unit of the National Community-Driven Development Program (PNDP) for providing them with life.

Before the stand taps were installed, inhabitants of Bakingili used to fetch drinkable water from wells and the sand beach of Bakingili. Amen Blessings recalled that water especially from the wells gave them some health challenges. Obie Christabel said that spring sources at the beach were very good but some ill-intentioned inhabitants often defecated there, rendering the area nasty. *"At times, the sea flows backward and causes the springs to be very salty and one cannot collect water when the sea has flown backward",*

she explained. Trekking to the seashore was a whole distance and many were also afraid to send their children to fetch water there for fear of the unknown.

In 2012, PNDP built a water scheme in Bakingili to the amount of FCFA 31 million. The water, stored in a 10 000 cubic liters reservoir serves a population of 800 people. Michael Lifanje, Chairman of Bakingili Water Committee said the pipe borne water flows constantly and is of good quality. Constructed in 2012 for 800 inhabitants, many new layouts have resurfaced. Lifanje said they will need a high pump to carry the water to those areas. He also proposed and pleaded that if PNDP could provide boreholes as an alternative to the new layout, they would be more than delighted.

The water flowing in Bakangili is free to all inhabitants. But the people pay a token to the Water Management Committee to permit it to effectively manage the water. Households connected with water pay FCFA 10 000 yearly while those who fetch water from stand taps pay FCFA 3600 yearly. The money is used for repairs and if the Management Committee has a fault that it cannot handle, it hires a technician from elsewhere," he explained. There are six stand taps in Bakingili and 25 homes are connected with water. ◻

South west

Idenau now hosts all types of ceremonies

Built on a surface area of 21.16 meters by 11.58 meters, the hall has hosted nine events since april 25th, 2020, including marriages and seminars.

Since April 25th, 2020, the celebrations of marriages, birthdays, holding of seminars, council sessions and village assemblies for a sensitization among others are now done in the Bakingili Community Hall. This, thanks to a community hall that cost FCFA 42 million and handed to the village by the South West Regional Coordination Unit of the National Community-Driven Development Program (PNDP). Bakingili is a village found in Idenau council.

The community hall is built on a surface area of 21.16 meters by 11.58 meters. The structure is made of a hall, three rooms and three toilets. The hall measures 17 meters by 11.5 meters and the three rooms each measure 3 meters by 3 meters. The hall which is well accessible from the main road is ventilated by fans. There is a standby generator in case of blackout. The hall can host 350 persons. FCFA 20 000 is the price tag to rent the hall out to any inhabitant of Bakingili per day. The person(s) will benefit from 50 free chairs and ten tables for usage. A none inhabitant of Bakingili will pay FCFA 35 000 and will benefit 50 chairs and ten tables for usage as well. The hall has 150 extra chairs and one is rented out at the cost of FCFA 100.

Oscar Lingonje Ndive, Chairman of Bakingili Community Hall, celebrated that they now have a facility that can host a large assembly. That in the pre-Bakingili Community Hall era it was difficult to assemble villagers with ease for any event. *"We suffered when we did not have this hall. At times, when the Chief call all the villagers for an important meeting, we used to stay outside because of want of space. During events like marriages, birthdays, seminars etc we used canopies. It was never easy given that Bakingili is susceptible to heavy rains. But now that we have this hall, whether it is raining or not, we can now have our events with ease,"* he said.

Since April 25, 2020, when the hall was inaugurated to September 15th, 2020, nine events have been held in the Bakingili hall. The proceeds are partitioned for the benefit of the entire community. Lingonje Ndive indicated that a percentage is given to the traditional council, another for the management of the hall, a token for the staff of the hall and the rest devoted for the development of Bakingili Village. On behalf of the people of Bakingili, Lingonje Ndive expressed gratitude to the Idenau Council for its fruitful partnership with PNDP that resulted to the Bakingili Community Hall. ◻

Ouest

L'électrification rurale fonctionne à Batcham

Deux projets d'électrification rurale ont été récemment réalisés pour améliorer le cadre de vie des populations.

Une somme de 24 millions de FCFA vient d'être investie par le Programme National de Développement Participatif et la commune de Batcham (à 5 %) pour la réalisation de deux projets d'électrification rurale dans cet arrondissement du département des Bamboutos. Le premier projet est une extension monophasée mixte sur un linéaire de 1,8 km dotée d'un transformateur au carrefour Nts'aa. Il a coûté 13,7 millions de FCFA avec un apport du PNDP de 13 millions de FCFA. Le deuxième projet est aussi une extension monophasée sur un linéaire de 750 m en réseau mixte avec la fourniture et la pose d'un transformateur de 25 KVA et d'un compteur ENEO, au CES King Place. Il a coûté 10,6 millions de FCFA avec une contribution du PNDP de 10 millions.

Selon Linda M., habitante de Batcham, la réalisation de ces ouvrages réceptionnés le 07 avril 2020, impacte positivement les établissements scolaires. Ainsi, au carrefour Nts'aa très éloigné du centre-ville de Batcham, l'administration du lycée de Nzindong n'ira plus à Mbouda pour y faire des photocopies comme auparavant. Grâce à l'énergie électrique, les documents seront multipliés sur place à un coût moindre. De même, les 40 machines du centre multimédia de cet établissement, longtemps en hibernation, ont recommencé à fonctionner. L'apprentissage de l'informatique et d'autres tâches bureautiques s'en trouvent ainsi facilités pendant que des ménages bénéficient de quelques branchements témoins. ◻

Ouest

Des pistes agricoles réhabilitées à **Magba**

Les travaux réalisés sur les allocations du Pndp aux communes rouvrent la voie à l'évacuation des produits champêtres.

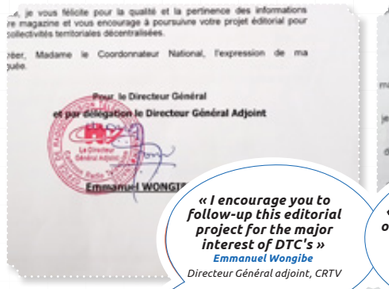
Un nouveau vent souffle dans les villages Koula, Matetchit et Mbakop, arrondissement de Magba, dans le département du Noun. La route agricole Koula-Matetchit-Mbakop, longue de 8,50 km, a été reprofilée. Désormais, une nouvelle chaussée, des fossés et exutoires, ainsi que sept dalots simples ont été réceptionnés. C'était au cours d'une cérémonie à laquelle prenaient part le maire Dieudonné Mbouen ainsi que le cadre chargé des infrastructures du PNDP-Ouest, Bersla Djombaye, représentant le Coordonateur régional.

Ce projet dont le montant s'élève à un peu plus de 56 millions de FCFA a été cofinancé par le Programme national de Développement Participatif, à hauteur de 53 689 310 de FCFA, et la commune dont l'apport était de 2 825 753 de FCFA. La réalisation désenclavera cette localité à vocation agricole où sont abondamment cultivés le maïs, des cultures maraîchères et de rente telles que le café.

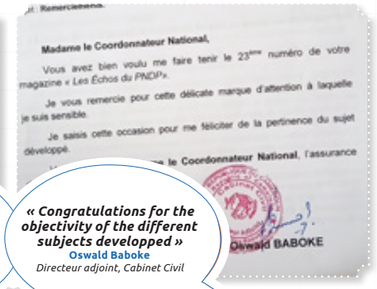
Le maire de Magba, Dieudonné Mbouen, s'est réjoui de la réhabilitation de ce tronçon pour éviter que la localité ne soit définitivement coupée de la ville de Magba, après l'effondrement d'un pont. Et d'ajouter *« Nous avons encore beaucoup de projets à cœur. Nous espérons juste que la dotation du PNDP à la disposition de chaque commune nous permettra d'en concrétiser quelques-uns".* ◻

ILS NOUS ONT ECRIT...

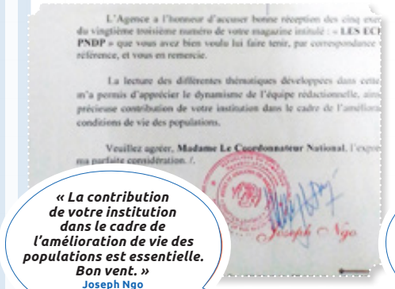
«La CNDHL apprécie toutes les activités menées en faveur de la protection des populations autochtones, les femmes, les jeunes et les migrants.»
James Mouangue Kobila
Président par intérim, CNDHL



« I encourage you to follow-up this editorial project for the major interest of DTC's »
Emmanuel Wongibe
Directeur Général adjoint, CRTV

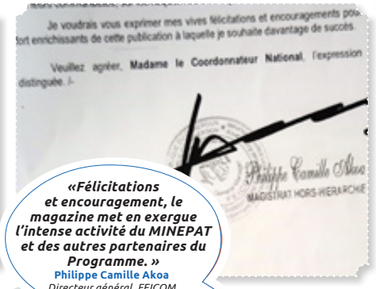


« Congratulations for the objectivity of the different subjects developped »
Oswald Baboke
Directeur adjoint, Cabinet Civil

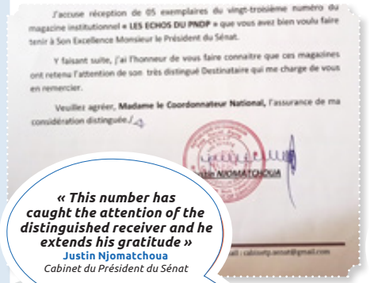


« La contribution de votre institution dans le cadre de l'amélioration de vie des populations est essentielle. Bon vent. »
Joseph Ngo
Directeur général, ARMP

« Congratulations for the high quality of articles and general presentation of this magazine »
Jean Pascal Nkou
General manager, ARSEL

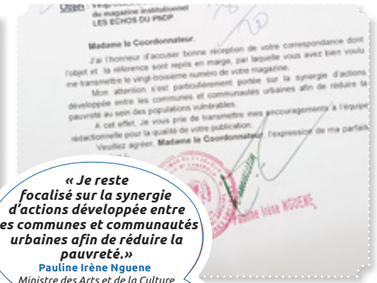


«Félicitations et encouragement, le magazine met en exergue l'intense activité du MINEPAT et des autres partenaires du Programme. »
Philippe Camille Akoa
Directeur général, FEICOM

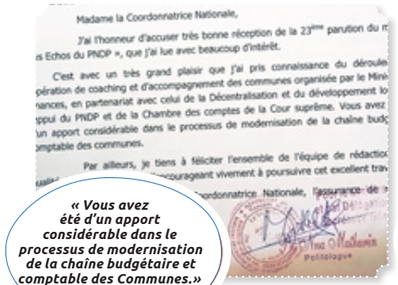


« This number has caught the attention of the distinguished receiver and he extends his gratitude »
Justin Njomatchoua
Cabinet du Président du Sénat

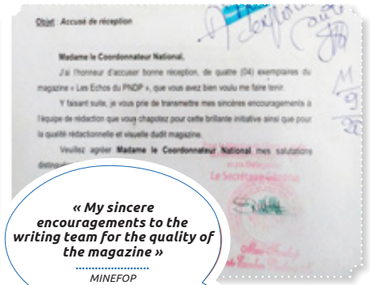
« Riches, diversity and the quality of information often made available is a plus »
Secretary General MINAC



« Je reste focalisé sur la synergie d'actions développée entre les communes et communautés urbaines afin de réduire la pauvreté.»
Pauline Irène Nguene
Ministre des Arts et de la Culture

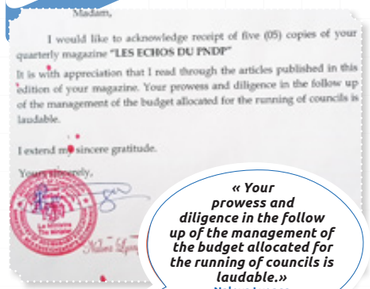


« Vous avez été d'un apport considérable dans le processus de modernisation de la chaîne budgétaire et comptable des Communes.»
Mathurin Nna
SG MINDHU



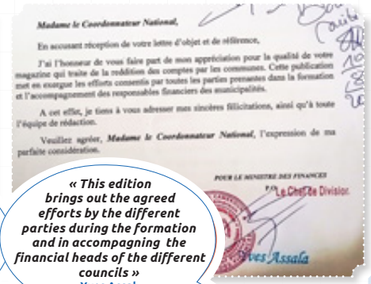
« My sincere encouragements to the writing team for the quality of the magazine »
MINEFOP

ILS NOUS ONT ÉCRIT...

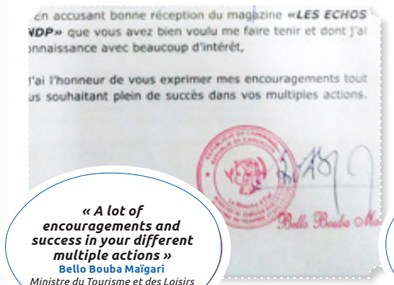


« Your prowess and diligence in the follow up of the management of the budget allocated for the running of councils is laudable.»
Nalova Lyonga
MINESEC

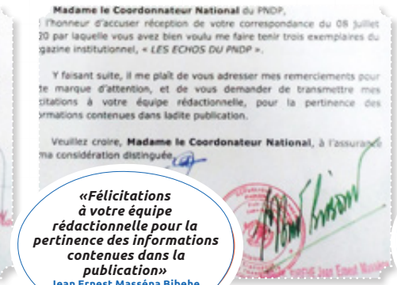
«C'est une bonne promotion de vos acquis. La publication respecte l'assurance –qualité des outils de Communication: l'éthique, l'esthétique et la technique »
Jacques Fame Ndongo
MINESUP



« This edition brings out the agreed efforts by the different parties during the formation and in accompagning the financial heads of the different councils »
Yves Assal
Chef de Division, MINFI

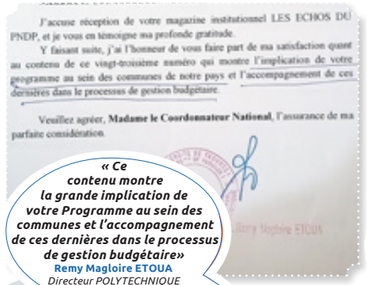


« A lot of encouragements and success in your different multiple actions »
Bello Bouba Maïgari
Ministre du Tourisme et des Loisirs

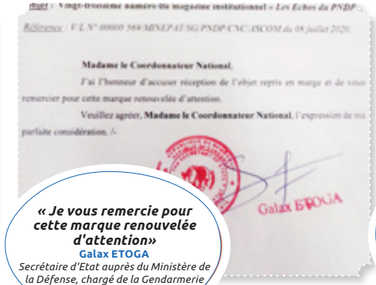


«Félicitations à votre équipe rédactionnelle pour la pertinence des informations contenues dans la publication»
Jean Ernest Masséna Bibehe
Ministre des Transports

« Great edifying content on the community development based on the participatory spirit »
Dr. Likiby Boubakar
Directeur Général MIPROMALO

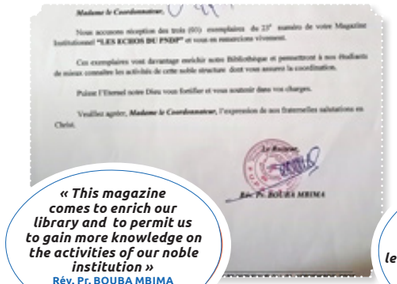


« Ce contenu montre la grande implication de votre Programme au sein des communes et l'accompagnement de ces dernières dans le processus de gestion budgétaire»
Remy Magloire ETOUA
Directeur POLYTECHNIQUE

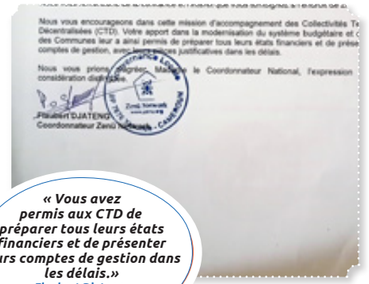


« Je vous remercie pour cette marque renouvelée d'attention»
Galax ETOGA
Secrétaire d'Etat auprès du Ministère de la Défense, chargé de la Gendarmerie

« Les thèmes proposés dans le magazine mettent en exergue les défis auxquels font face les CTD»
Evelyne Nkoa Otsili Medzogo
Conseil National de la Décentralisation



« This magazine comes to enrich our library and to permit us to gain more knowledge on the activities of our noble institution »
Rév. Pr. BOUBA MBIMA
Recteur UPAC



« Vous avez permis aux CTD de préparer tous leurs états financiers et de présenter leurs comptes de gestion dans les délais.»
Flaubert Djateng
Coordonnateur Zenü Network

Ministry of Economy, Planning and Regional Development

« PNDP contributes to local development through »

PCD 360 **C**ommunal **D**evelopment **P**lans for councils, representing 329 available and 31 under elaboration, recommended since 2012 as a tool aimed at identifying local development projects, including those related to the PIB.

Equity Desk
Construction of socio-economic infrastructures, capacity-building in terms of project management for the entire councils of Cameroon.

Performance Desk
Putting in competition of councils; which results in the allocation of an award in connection with the implementation of micro projects.

DPPP (PDPP)
Strengthening of the dignity of the BBBB vulnerable indigenous peoples through specific supports in terms of inter-community citizenship and dialogue, health, education and agriculture.

Endogenous solutions
Consolidation of community dynamics for citizen engagement at the grassroots level.

REDD+
Contribution to efforts geared towards fighting against climate changes and finalizing the REDD+ related national strategy (Reduced emissions from forest deforestation and degradation).

HILF (HIMO)
High-intensity labour Force operation for the construction of social infrastructures, the development of local economy and the socio-economic insertion of the youths.

Community-based radios
Support to the creation of radios to the benefit of councils and the rehabilitation of several existing radios in a bid to boost citizen involvement/participation.

Agri-pastoral component
Improvement on the agricultural growth, thereby laying a new impetus on the access to markets and putting by products to the productive use of the populations.

The software package dubbed «SIM_ba»
Computerization and modernization of the councils' budgetary and accounting management in a bid to foster transparency and local governance.

The software package dubbed «Pro – ADP»
A tool aimed at managing the councils' database, thereby enhancing the decision-making process.

ASGIRAP - Component 1
Setting up and facilitation of a consultation forum aimed at reflecting on the agri-pastoral resources at the communal and village level in a bid to lessen conflicts/disputes.

SCORECARD
Evaluation in terms of the satisfaction of benefactors as concerns the services provided, mostly in the area of hydraulics, education, health and communal services.

Complaints/grievances redress mechanism
A toll-free phone number, namely 8567 rendered available in order to collect all complaints and grievances and report them to PNDP.

PNDP
Programme National de Développement Participatif

WORLD BANK GROUP | AFD AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT | Cameroun France Contrat désendettement & développement | Project funded by European Union

NCU, PONT DRAGAGES, ENTRY OF UNESCO & PNUD
P.O.Box : 660 Yaounde-Cameroon • Tel. +237 222 213 664 • Fax: +237 222 213 663 Email : pndp@pndp.org • Website : www.pndp.org

PNDP

Programme National de Développement Participatif

Programme National de Développement Participatif

Si vous faites face à une difficulté dans le cadre de nos activités ;
Si vous constatez une irrégularité dans la réalisation d'un microprojet ;
Si vous souhaitez vous renseigner sur nos missions et réalisations...

Contactez-nous

8567
Gratuit

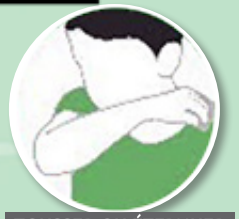
COVID-19

Comment vous protéger et protéger les autres ?

LAVER RÉGULIÈREMENT LES MAINS

PORTER UN MASQUE DE PROTECTION

ÉVITER TOUT CONTACT PHYSIQUE



TOUSSER OU ÉTERNUER DANS SON COUDE OU DANS UN MOUCHOIR

GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

AFD AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT